



CEDEFOP

European Centre for the Development
of Vocational Training

FR



Rapport annuel 2008



Rapport annuel 2008

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne
sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles
des Communautés européennes, 2009

ISBN 978-92-896-0600-4

© Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, 2009
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Designed by Rooster Design, Greece
Printed in the European Union

**Le Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle** (Cedefop) est le centre de
référence de l'Union européenne pour la formation et
l'enseignement professionnels. Nous livrons des informations et
des analyses sur les systèmes et les politiques de formation et
d'enseignement professionnels, ainsi que sur la recherche et la
pratique dans ce domaine. Le Cedefop a été créé en 1975 par le
règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil.

Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE
Adresse postale: PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
E-mail: info@cedefop.europa.eu
www.cedefop.europa.eu

Aviana Bulgarelli, *Directeur*
Christian Lettmayr, *Directeur adjoint*
Juan Menéndez-Valdés,
Président du Conseil de direction



Christian Lettmayr
Directeur adjoint

Aviana Bulgarelli
Directeur

Sommaire

Avant-propos	2
Vers un espace européen de l'EFP: le troisième rapport du Cedefop sur les politiques	4
Conception et mise en œuvre de principes et outils européens communs pour l'EFP: Éducation et formation 2010	7
Nouvelles compétences et nouveaux emplois: répondre aux besoins du marché du travail	12
Des données probantes pour des politiques d'EFP modernes et efficaces	15
Mise en commun des expériences et stimulation de la coopération politique: le programme de visites d'étude consolidé	20
Impact du Cedefop sur la politique de l'UE en 2008	22
Renforcement de la visibilité auprès des citoyens	25
Information des parties prenantes de l'enseignement et de la formation professionnels	28
Recherche de l'excellence: évolution des ressources humaines et exécution du budget 2008	31
Gestion des performances, mesure de l'impact et planification	33
Annexes	35

Avant-propos



La conférence ministérielle de Bordeaux en novembre 2008 a confirmé qu'il «...se construit un espace européen de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) fondé sur la transparence et la confiance mutuelle...».

Cela reflète les progrès importants accomplis au niveau européen et national dans le processus de coopération lancé en 2002 par la Commission européenne, les États membres et les partenaires sociaux, en vue de moderniser l'enseignement et la formation professionnels en Europe. L'année 2008 a été marquée par le lancement du cadre européen de certifications et les recommandations du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre de référence européen sur l'assurance qualité pour l'EFP et sur un système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP, autant d'outils européens visant à faciliter la mobilité. Tous ces éléments sont des accomplissements majeurs pour un processus fondé sur une coopération européenne volontaire.

Toutefois, malgré le chemin parcouru, un grand nombre des objectifs fixés à Lisbonne en 2000 pour être réalisés à l'horizon de 2010, ne seront pas atteints. À deux ans de la date cible, certains semblent plus éloignés que jamais. Sur la base de ce constat, les ministres et partenaires sociaux européens se sont engagés dans le communiqué de Bordeaux à poursuivre la modernisation de l'enseignement et de la formation professionnels européens.

C'est dans ce contexte que les priorités à moyen terme du Cedefop pour 2009-2011 ont été adoptées par son conseil de direction en juin 2008. Elles sont en adéquation avec les besoins des décideurs politiques et soulignent l'engagement constant du Cedefop dans le développement de la politique européenne en matière d'EFP. Pour la période 2009-2011, l'objectif stratégique du Cedefop est de «contribuer à l'excellence dans le domaine de l'EFP et de renforcer la coopération européenne dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique européenne en matière d'EFP». Cet objectif stratégique repose sur quatre priorités axées sur des activités visant à renforcer la coopération européenne par le biais de nouvelles connaissances, d'une meilleure compréhension et de l'apprentissage mutuel.

Le programme de travail 2008 du Cedefop a défini quatre objectifs:

- (a) soutenir l'élaboration de politiques d'EFP en fournissant des éléments probants issus de la recherche, des données statistiques et de l'analyse des politiques;
- (b) renforcer les connaissances et l'apprentissage mutuel sur les politiques et pratiques d'EFP dans les États membres en relatant les tendances et les options politiques;
- (c) renforcer la coopération européenne dans l'élaboration de politiques d'EFP grâce à son expertise, afin de contribuer à la conception et au suivi d'initiatives et d'outils européens communs en matière d'EFP;



- (d) améliorer la visibilité et la compréhension des questions d'EFP grâce à une communication efficace.

La plupart des activités mettant en œuvre le programme de travail 2008 ont soutenu plusieurs de ces objectifs. Dans ce rapport annuel 2008, les chapitres 1, 3 et 4 couvrent principalement l'objectif (a) et des parties de l'objectif (b). Le chapitre 2 couvre les objectifs (b) et (c), le chapitre 5 l'objectif (c) et les chapitres 7 et 8 l'objectif (d).

De manière plus générale, le développement économique a été affecté par la hausse de l'inflation au premier semestre 2008 et la crise financière au second semestre. Cela a entraîné une dépression mondiale, qui a brisé la confiance des citoyens dans le maintien de la prospérité. On ne peut pas encore faire de prévisions sérieuses sur la durée de la récession économique, mais on peut dire sans trop risquer de se tromper que les solutions durables et les nouveaux emplois viendront seulement d'une innovation permanente. À cet effet, les personnes devront au moins être dotées de compétences moyennes. Par conséquent, l'Europe doit résister à la tentation de réduire les dépenses d'EFP et se concentrer sur des solutions économiques qui prennent en compte l'EFP.

L'année 2008 a été placée sous le signe du succès pour le Cedefop. Son soutien à l'élaboration de politiques est devenu largement visible. Le Cedefop a été invité à faire des allocu-

tions principales et à présenter des informations et des documents à l'occasion de nombreuses manifestations majeures. L'expertise du Cedefop est largement reconnue et son soutien dans plusieurs domaines politiques a été explicitement sollicité pour l'élaboration de documents politiques importants.

Ce rapport annuel explique la façon dont ces résultats ont été obtenus. La partie 1 est disponible en anglais, français et allemand sur papier et sous forme électronique sur le site web du Cedefop. La partie 2, qui présente les réalisations en 2008 sous forme de tableau, indiquant les résultats par activité, projet ou action, n'est publiée que sous forme électronique et peut être consultée sur le site web du Cedefop.

Le rapport d'activité annuel 2008 du Cedefop, incluant des informations détaillées sur la gestion et les aspects administratifs, sera également disponible sous forme électronique à partir de juillet 2009 (voir www.cedefop.europa.eu sous la rubrique des rapports).

Aviana Bulgarell
Directrice

Christian F. Lettmayr
Directeur adjoint

Vers un espace européen de l'EFP: le troisième rapport du Cedefop sur les politiques



Suite au mandat qui lui a été confié à Helsinki en 2006 par la Commission européenne, les États membres et les partenaires sociaux, le Cedefop a effectué un travail important d'analyse des progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des priorités politiques européennes visant à moderniser les systèmes européens d'EFP (démarche connue sous le nom de «processus de Copenhague»). Le rapport du Cedefop intitulé *Continuity, consolidation and change* [Continuité, consolidation et changement] montre l'engagement renouvelé du Cedefop à poursuivre le renforcement de la coopération pour faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité. Il montre également que les pays mettent à présent l'accent sur l'amélioration de la qualité, le renforcement de l'attrait de l'EFP à travers un bon équilibre entre l'excellence et l'équité, et la bonne gouvernance. Les pays s'efforcent également d'atteindre les objectifs de mise en œuvre des principes et des outils européens communs (notamment en développant les cadres nationaux de certifications conformément au cadre européen des certifications, basés sur les acquis de l'apprentissage). Europass (série de documents permettant à chacun de présenter ses qualifications et ses compétences dans un format normalisé en Europe) connaît un franc succès. Le rapport indique néanmoins que le système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP nécessite encore un travail et un investissement substantiels. Il en va de même pour la mise en œuvre

des systèmes d'orientation tout au long de la vie, un domaine où les politiques demeurent fragmentées dans la plupart des pays malgré un engagement grandissant.

L'exclusion sociale fait obstacle à la fois à la cohésion sociale et à la croissance économique. Selon de nombreuses politiques européennes, l'EFP a un rôle à jouer sur le plan social. Les pays ont lancé de nombreuses initiatives en vue d'améliorer l'accès à une éducation et une formation de meilleure qualité et plus appropriées aux divers groupes vulnérables. L'amélioration de l'accès à l'éducation et la formation pour tous est un principe directeur mis en avant dans les législations et documents stratégiques nationaux.

Malgré des différences en termes d'ampleur et de priorité, les États membres traitent des problèmes similaires. Les nouvelles initiatives, pour la plupart, s'adressent à des groupes cibles (notamment les jeunes qui ont quitté l'école prématurément et d'autres jeunes hors du système éducatif, sans emploi et ne suivant pas de formation, les personnes faiblement qualifiées, les travailleurs seniors ou les migrants). Une plus grande importance est accordée à l'objectif de rendre l'EFP accessible à tous et de garantir différentes filières d'apprentissage combinant besoins individuels et flexibilité.

Un espace européen de l'EFP émerge actuellement. Toutefois, l'accroissement de l'investissement dans l'EFP n'est pas toujours une priorité. Les ressources limitées et la ten-



dance à la baisse de l'investissement des entreprises dans la formation professionnelle continue (qui risque de s'aggraver avec la crise économique actuelle) encouragent le développement de nouveaux mécanismes de financement. Les pays continuent de tester des approches de partage des coûts, telles que garantir l'investissement dans la formation à travers le paiement de taxes ou fournir des incitatifs financiers pour les entreprises telles que les incitations fiscales, les chèques-formation, les comptes individuels de formation, les dispositifs d'épargne ou les prêts à faible coût. Ces dispositions s'avèrent généralement efficaces pour accroître l'offre de formation et encourager la participation aux activités de formation. Néanmoins, tout mécanisme de financement porte en lui un risque d'effet d'inertie (financer la formation qui aurait eu lieu sans les mesures d'incitation) et les groupes cibles spécifiques pourraient s'avérer difficiles à atteindre. En réaction, les pays adaptent actuellement les modalités de financement existantes ou introduisent de nouveaux dispositifs afin de mieux cibler les groupes, d'atteindre une partie plus importante de la population et d'harmoniser différents instruments de financement pour assurer leur complémentarité et leur synergie.

Faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité – pourquoi les Européens ne participent pas davantage à l'apprentissage tout au long de la vie

On progresse lentement vers le niveau de référence européen (participation de 12,5 % des adultes âgés de 25 à 64 ans à l'apprentissage tout au long de la vie dans l'UE d'ici 2010), avec une stagnation, voire une baisse, de la participation dans certains pays. En 2007, seuls 9,7 % des Européens de ce groupe d'âge ont participé à l'apprentissage tout au long de la vie.

Selon la troisième enquête sur la formation professionnelle continue (EFPC), 40 % des entreprises n'ont proposé aucune formation à leurs employés en 2005. Près de trois quarts d'entre elles ont considéré qu'il n'y avait aucun besoin de formation. Pour satisfaire leurs besoins de compétences, les entreprises non actives en matière de formation ont tendance à recruter des personnes avec les compétences et les qualifications requises (54 % dans l'UE) plutôt que d'investir dans la formation professionnelle continue. Une entreprise européenne sur trois rapporte qu'elle ne prévoit pas de mesure de formation principalement par manque de temps.



En déléguant les responsabilités aux niveaux régional ou local et en donnant plus d'autonomie aux prestataires d'EFPP, les pays visent à accroître l'efficacité du processus décisionnel et à ajuster l'EFPP plus rapidement aux besoins du marché. Il y a une nette tendance au renforcement des réseaux locaux et régionaux et des partenariats d'apprentissage. Les pays reconnaissent la nécessité, pour l'avenir, d'une meilleure coordination des politiques et des pratiques développées par différents organismes, d'une plus grande stabilité des structures de gouvernance, ainsi que d'une meilleure continuité des politiques.

L'éducation et la formation sont considérées comme des instruments clés pour gérer la crise économique actuelle face aux défis à long terme que représentent l'accroissement des besoins de compétences, l'évolution démographique et technologique et la concurrence croissante dans un contexte mondialisé.

L'analyse politique du Cedefop ⁽¹⁾ a été présentée à la réunion ministérielle informelle de Bordeaux en novembre 2008. Le communiqué de Bordeaux, adopté à l'issue de la réunion, demande à nouveau au Cedefop (en collaboration avec d'autres organisations européennes et internationales) d'évaluer la mise en œuvre des priorités politiques européennes en matière d'EFPP en 2010. Il invite le Cedefop à poursuivre ses efforts visant à améliorer les statistiques relatives à l'EFPP et à poursuivre le développement des activités d'anticipation des inadéquations et des besoins de compétences.

Le rapport 2008 du Cedefop sur les politiques sera publié en mars 2009 afin de coïncider avec la conférence Agora du Cedefop intitulée *Continuity, consolidation and change: towards a European era of vocational education and training* (Continuité, consolidation et changement: vers une ère européenne de l'enseignement et de la formation professionnels), organisée à Thessalonique avec la présidence tchèque. Le résumé des conclusions du rapport sur les politiques, intitulé *Dans la dernière ligne droite: de Copenhague à Bordeaux*, est disponible dans cinq langues à l'adresse suivante: www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=515

(1) L'analyse des politiques réalisée par le Cedefop est fondée sur les rapports des directeurs généraux de l'EFPP, les contributions des partenaires de son réseau ReferNet et différentes études du Cedefop. Elle s'appuie sur les informations provenant des partenaires sociaux européens, de l'ETF, et d'études sélectionnées par d'autres organisations internationales, ainsi que des données d'Eurostat et d'autres sources internationales. ReferNet (réseau Cedefop de réseaux nationaux) permet une étroite coopération avec les États membres et s'avère essentiel pour la collecte et la diffusion des informations sur l'EFPP en Europe.

Conception et mise en œuvre de principes et outils européens communs pour l'EFP: Éducation et formation 2010



Le passage à une approche fondée sur les résultats de l'apprentissage et ses implications pour le rôle des qualifications sont déterminants pour le cadre européen des certifications (CEC), et les cadres nationaux de certifications, le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) et la validation de l'apprentissage non formel et informel ont mobilisé toute l'attention du Cedefop en 2008.

Dans le cadre de différentes études comparatives, le Cedefop a analysé divers aspects des acquis de l'apprentissage. Le Cedefop a fourni un premier aperçu des évolutions européennes dans *The shift to learning outcomes – conceptual, political and practical developments in Europe* [Le passage aux résultats de l'apprentissage: développements conceptuels, politiques et pratiques en Europe], publié en mai 2008. Il a confirmé que les approches fondées sur les résultats de l'apprentissage jouent actuellement un rôle crucial dans les réformes des systèmes nationaux d'éducation et de formation et influencent de plus en plus l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation. Le Cedefop a également analysé la relation entre les processus d'assurance qualité et de certification. L'étude souligne la nécessité de l'assurance qualité à toutes les étapes des processus de certification et son rôle en tant que trait d'union entre les pratiques actuelles fondées sur les conditions institutionnelles et celles fondées sur les résultats. Le Cedefop a également examiné dans quelle mesure la dé-

Le cadre européen des certifications (CEC) est un cadre global, qui facilite la comparaison des certifications et des niveaux de certification. Il favorise la mobilité géographique et professionnelle, ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie. Le cadre s'articule autour de huit niveaux de référence décrits en termes de **résultats d'apprentissage**. Les résultats de l'apprentissage définissent ce qu'une personne doit savoir, comprendre ou être en mesure de faire à la fin d'un processus d'apprentissage. Contrairement aux moyens de l'apprentissage, tels que les années ou les heures de formation, les résultats d'apprentissage définissent des compétences, des qualifications et des connaissances.

Le système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET) est un outil qui permet le transfert des acquis d'apprentissage d'un système de qualifications à un autre, ou d'une filière à une autre, par exemple de l'enseignement général vers l'enseignement professionnel. ECVET est un système basé sur des unités capitalisables. Les qualifications sont décrites au moyen d'unités d'acquis d'apprentissage qui sont respectivement assorties d'un certain nombre de points de crédit. ECVET complète et prolonge les concepts et principes communs du CEC.



finition et le renouvellement des normes professionnelles et d'éducation / de formation influencent les qualifications et comment les normes peuvent jeter des ponts entre le marché du travail et les systèmes de certifications (rapport final disponible). Ces études comblent non seulement les lacunes qui existent actuellement dans la recherche sur l'EFP et l'apprentissage tout au long de la vie, mais contribuent aussi directement au développement de politiques au niveau européen, national et sectoriel.

L'adoption de **la recommandation sur le CEC** par le Parlement européen et le Conseil le 23 avril 2008 a marqué un tournant après un long processus de préparation principalement conduit par les experts du Cedefop. Le Cedefop participe à la mise en œuvre du CEC en coordonnant, conjointement avec la Commission européenne, le groupe consultatif sur le CEC mis en place en mars 2008. Le groupe comprend des représentants des autorités nationales de certification et d'autres autorités impliquées dans la délivrance des certifications en Europe.

Les critères communs utilisés pour référencer les niveaux des certifications nationales par rapport au CEC, qui ont été finalisés en novembre, constituent un outil concret destiné à aider les États membres à élaborer leur cadre national de certifications.

La conférence sur le lancement du CEC, organisée par la DG Éducation et culture, l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et

culture» (EACEA) et le Cedefop, à Bruxelles, les 3 et 4 juin, ont permis d'assurer une grande visibilité du Cedefop et une large reconnaissance de son travail sur le CEC, bien au-delà de l'UE.

Dans le cadre de la coordination conjointe avec la Commission européenne du *cluster* sur la **reconnaissance des acquis d'apprentissage**, le Cedefop a systématiquement utilisé des activités d'apprentissage entre pairs pour soutenir le développement et la mise en œuvre des cadres nationaux de certifications (CNC). Le Cedefop publie, avec la Commission, des présentations régulièrement actualisées des développements des cadres nationaux de certifications en Europe. Les activités d'apprentissage entre pairs ont également favorisé le développement et la mise en œuvre, au niveau national, de la **validation de l'apprentissage non formel et informel**. Les lignes directrices européennes sur la validation de l'apprentissage non formel et informel, convenues en décembre, illustrent clairement l'aide apportée aux États membres pour élaborer et mettre en œuvre des systèmes et des méthodes de validation. Les secteurs de l'apprentissage des adultes et de l'enseignement supérieur discutent actuellement des possibilités de les utiliser comme point de départ pour contribuer à d'autres développements dans ces deux secteurs. *Validation de l'apprentissage non formel et informel: état des lieux en 2007* a été publié en mai.



L'atelier du Cedefop intitulé *Testing the EQF: relating international, national and sectoral qualifications to the EQF*, qui s'est déroulé en novembre 2008, a permis d'identifier les différentes façons dont les secteurs d'activité, les entreprises, les pouvoirs publics et les pays peuvent utiliser le CEC comme point de référence pour les qualifications sectorielles. L'atelier a présenté des propositions concrètes pour instaurer la confiance mutuelle, aspect clé pour la mise en œuvre du cadre européen des certifications.

Le soutien substantiel du Cedefop au développement d'ECVET a largement contribué à l'adoption d'une proposition de recommandation sur l'établissement du système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET) par la Commission européenne en avril et le Parlement européen en décembre 2008. La recommandation reconnaît explicitement la contribution du Cedefop à l'élaboration du concept d'ECVET. Le Cedefop a apporté son expertise scientifique dans le processus de développement d'ECVET au niveau de l'UE. Il a également aidé la Commission à rédiger le guide pour l'utilisation d'ECVET, qui est joint à la recommandation, et s'est impliqué dans les groupes de travail et comités de pilotage sur ECVET. Le Cedefop a également organisé, de conserve avec la présidence française de l'UE, la conférence relative à ECVET intitulée *From principles to practice*, consacrée aux principaux défis associés à la mise en œuvre d'ECVET, qui s'est déroulée à Paris en décembre 2008.

Le Cedefop a été invité à participer à la table ronde de la conférence de la présidence française sur la mobilité européenne pour les jeunes apprentis, à Paris en novembre 2008. Au cours des discussions, il a été question d'ECVET en tant qu'outil permettant de reconnaître les acquis des apprentis. Le Cedefop a été souvent sollicité par les États membres, qui lui demandaient d'apporter sa contribution aux questions liées à ECVET, ce qui reflète à quel point son travail a été apprécié.

S'agissant de **l'orientation tout au long de la vie**, le Cedefop a largement contribué à la résolution du Conseil sur la meilleure intégration de l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, adoptée le 21 novembre 2008. La publication du Cedefop *De la politique à la pratique: une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe* relate les progrès des États membres dans la mise en œuvre de la résolution du Conseil de 2004 concernant l'orientation tout au long de la vie. La résolution de 2008 appelle à un renforcement de la coopération européenne pour l'offre d'une orientation tout au long de la vie et prévoit un rôle pour le Cedefop dans ce domaine. La résolution a été préparée par la conférence de la présidence française de l'UE intitulée *Managing transitions – lifelong careers guidance within the European area*, qui s'est déroulée à Lyon en septembre 2008. Cet événement a été l'occasion de présenter les travaux du Cedefop sur



l'orientation tout au long de la vie et de discuter de trois publications du Cedefop.

L'importante contribution du Cedefop dans le domaine de l'**apprentissage des adultes** a été reconnue dans le projet de conclusions du Conseil sur l'apprentissage des adultes adopté en mai 2008. Les conclusions invitent à renforcer la coopération avec le Cedefop. Le Cedefop a fourni une expertise au groupe de travail de la Commission sur le plan d'action concernant l'apprentissage des adultes et à ses groupes thématiques établis en février 2008.

Le Cedefop a fourni l'expertise et le soutien technique aux groupes thématiques de la Commission européenne sur les **enseignants et les formateurs dans l'EFP**. Il a participé aux préparatifs en vue d'une conférence conjointe de la DG Éducation et culture et du Cedefop, qui doit avoir lieu en février 2009 sur les enseignants et formateurs et les réformes politiques. Les résultats des ateliers thématiques sur les principales questions liées à la formation et au développement professionnel des enseignants et des formateurs (approches qualité portant sur l'enseignement, la formation et le mentorat dans le domaine de l'EFP) permettront d'identifier les tendances et les défis ma-

jeurs et d'alimenter les débats politiques dans les États membres ⁽²⁾.

Le travail et l'expertise du Cedefop en matière **d'assurance qualité dans l'EFP** ont contribué à l'adoption d'une proposition de recommandation sur l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'EFP (CERAQ) par la Commission européenne en avril et le Parlement européen en décembre 2008. La proposition de recommandation reconnaît le soutien technique et scientifique apporté par le Cedefop au développement du CERAQ. Le Cedefop a participé au groupe d'étude du Comité économique et social européen et a fait une présentation du CERAQ. Une étude sur les approches qualité dans

Le cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité (CERAQ) dans l'enseignement et la formation professionnels a pour but d'aider les États membres à développer, améliorer et contrôler leurs systèmes d'EFP en s'appuyant sur des principes, critères et outils communs. Le CERAQ devrait contribuer à améliorer la qualité de l'EFP et à accroître la transparence et la cohérence de l'évolution des politiques d'EFP entre les États membres et à promouvoir ainsi la confiance mutuelle, la mobilité des travailleurs et des apprenants, et l'apprentissage tout au long de la vie.

⁽²⁾ Le Cedefop a créé il y a longtemps un réseau d'experts intitulé TTnet, qui fournit une solide plate-forme d'échange d'expériences et d'étroite coopération.



les petites et moyennes entreprises en Allemagne, en Irlande et en Grèce a été finalisée et ses résultats ont fait l'objet d'une large diffusion.

Europass permet aux citoyens de rendre aisément intelligibles leurs qualifications et leurs compétences dans toute l'Europe. Il facilite la mobilité des personnes qui souhaitent trouver un emploi ou suivre une formation partout en Europe. Le Cedefop contribue au développement des documents Europass et développe, abrite et entretient le site web Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>), dans 26 langues. Le CV européen est très populaire: il peut être rempli et archivé en ligne et mis à jour si nécessaire.

En 2008, le site web a enregistré plus de six millions de visites, soit près de 50 % de plus qu'en 2007. Plus de deux millions de CV européens ont été remplis en ligne et plus de 5,6 millions de documents Europass ont été téléchargés. Comme en 2007, un visiteur sur trois a rempli son CV. De ce fait, le CV européen est devenu un outil standard, qui apporte de la valeur ajoutée tant aux entreprises qu'aux individus et qui rapproche l'UE du grand public.

Le site web Europass est disponible en 26 langues. Les statistiques indiquent une augmentation régulière de son utilisation. Entre son lancement en février 2005 et la fin de l'année 2008, 14 millions de visites ont été enregistrées. La coopération permet d'évoluer vers une interopérabilité des sites web Europass et Eures. Également en 2008, l'outil de gestion de la mobilité Europass a été finalisé et installé dans plus de 15 pays.

En 2008, Europass a fait l'objet d'une évaluation dont les conclusions sont que «l'initiative Europass atteint son objectif en tant qu'outil favorisant la mobilité des citoyens et qu'elle répond à leurs besoins en rendant leurs compétences et leurs qualifications plus facilement compréhensibles et acceptables aussi bien dans un contexte d'apprentissage que sur le marché du travail. Europass est une initiative rentable. Ses outils de mise en œuvre – le réseau des centres nationaux Europass et le portail Internet géré par le Cedefop – sont appréciés par les parties prenantes et satisfont largement les utilisateurs, comme l'a explicitement confirmé une enquête spécifique menée à ce sujet» ⁽³⁾.

⁽³⁾ Commission européenne: Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant la première évaluation de l'initiative Europass, COM (2008) final.



Nouvelles compétences et nouveaux emplois: répondre aux besoins du marché du travail

Publications à télécharger:

- *The shift to learning outcomes – conceptual, political and practical developments in Europe* [Le passage aux résultats de l'apprentissage: développements conceptuels, politiques et pratiques en Europe]
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=494
- *Validation de l'apprentissage non formel et informel – État des lieux en 2007*
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=493
- *De la politique à la pratique – Une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe* (www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=505)
- *Career development at work – A review of career guidance to support people in employment* [Le développement de carrière au travail – Examen des questions d'orientation professionnelle pour aider les personnes sur le marché du travail], [/www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=504](http://www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=504)
- *Création et développement de forums nationaux sur la politique d'orientation tout au long de la vie: Manuel à l'attention des décideurs politiques et des parties intéressées*
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=508

Conformément à la résolution du Conseil du 15 novembre 2007 (2007/C 290/01), le Conseil européen du printemps 2008 a demandé à la Commission européenne de présenter une évaluation complète des futurs besoins de compétences en Europe jusqu'en 2020 et de prendre des mesures pour anticiper ces besoins (doc. 7652/08). Le but est de prévenir des disparités entre l'offre et la demande de compétences et d'assurer une main-d'œuvre hautement qualifiée dont les compétences soient plus adaptées aux besoins du marché. La Commission européenne a été chargée de mener à bien cette tâche en coopération avec le Cedefop et d'autres institutions. Le communiqué de Bordeaux (2008) a également appelé à poursuivre le développement des activités visant à anticiper les besoins et les disparités de compétences, en étroite coopération avec le Cedefop, l'ETF et Eurofound.

Les efforts du Cedefop en vue d'améliorer la compréhension des futurs besoins de compétences et de l'évolution des emplois ont été reflétés dans la communication de la Commission européenne *Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux* du 16 décembre 2008. Le Cedefop a fait une présentation des systèmes d'anticipation des États membres et fourni une prévision des besoins de compétences, au niveau européen, jusqu'en 2020. Le Cedefop a également mis en place un cadre pour les prévisions européennes régulières de l'offre et de la demande de compétences, et des



prévisions simultanées pour tous les pays de l'UE seront publiées en 2009 et en 2011. Le Cedefop a aussi commencé à explorer les éventuels déséquilibres et disparités entre l'offre et la demande de compétences à l'avenir. En outre, en novembre 2008, le Cedefop a proposé d'introduire un indicateur sur les futurs besoins de compétences pour analyser les besoins de l'emploi conformément à la ligne directrice 24 de la stratégie européenne de l'emploi, et cette proposition a été adoptée par le groupe sur les indicateurs du Comité de l'emploi.

Des informations probantes sur les besoins de compétences ont été collectées au niveau sectoriel, tout particulièrement dans les domaines de la santé et de l'économie verte. Les conclusions des ateliers correspondants sont disponibles en ligne (www.cedefop.europa.eu/skillsnet) et seront diffusés via des *Sector flashes* («coups de projecteur sectoriels») et des bulletins d'information du réseau Skillsnet.

Le Cedefop étudie la faisabilité d'une approche européenne commune des enquêtes auprès des employeurs à des fins d'analyse des besoins de compétences. Il coopère également avec l'OCDE pour le développement d'une étude internationale sur les besoins de compétences génériques sur le lieu de travail dans le cadre du programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA).

Les activités sur l'identification précoce et l'anticipation des besoins de compétences

Futurs besoins de compétences: perspective 2020

La prévision à moyen terme du Cedefop des besoins de compétences en Europe (UE-25) porte sur les secteurs économiques, les professions et trois niveaux de qualifications (élevé, moyen et faible). L'étude a été effectuée en 2007, avant la crise économique. Les résultats mettent en lumière une augmentation générale des niveaux de qualification dans la plupart des emplois et dans toutes les catégories professionnelles. De très nets changements sont prévus concernant les besoins de qualifications. En 2020, 31,3 % de tous les emplois exigeront des qualifications élevées (contre 25,1 % en 2006) et 50 % exigeront des qualifications moyennes, acquises pour la plupart via des filières professionnelles (contre 48,3 % en 2006). La proportion d'emplois exigeant de faibles qualifications passera de 26,5 % en 2006 à 18,6 % en 2020. Ces changements structurels sont susceptibles de se produire en dépit de la crise.

Le Cedefop examine actuellement dans quelle mesure les changements structurels au niveau des secteurs, des professions et des besoins de compétences risquent d'être affectés par la crise économique dans le moyen et long terme.

Cedefop. *Future skill needs in Europe: focus on 2020*. [Futurs besoins de compétences en Europe: perspective 2020] Luxembourg: Office des publications, 2008.



Apprentissage et vieillissement

Lors d'un atelier qui s'est déroulé en septembre, des experts universitaires du monde entier ont débattu de l'interaction entre les processus de vieillissement et d'apprentissage et ont tenté d'identifier les possibilités de créer des sociétés véritablement propices au vieillissement actif. Au niveau des politiques nationales et européennes, une attention considérable est portée à l'impact du vieillissement de la population, mais les analyses ont jusqu'à ce jour principalement porté sur la pérennisation des systèmes de retraite. L'analyse du vieillissement dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie représente un véritable défi car elle exige une approche interdisciplinaire impliquant des éclairages des sciences comportementales, médicales et sociales. Grâce à son engagement constant dans la recherche sur le vieillissement, le Cedefop compte apporter des éclaircissements sur les implications de l'allongement de la vie professionnelle en termes de pratiques et processus d'apprentissage et apporter des éléments utiles au débat émergent sur ce sujet.

Source: atelier du Cedefop *Working at old age*, 29 et 30 septembre 2008. Les contributions et les actes seront publiés en 2009.

ont permis d'améliorer la visibilité du Cedefop. La conférence Agora sur les prévisions relatives à l'offre de compétences en février 2008 a été un grand succès; 140 000 exemplaires des publications sur les futurs besoins de compétences professionnelles en Europe ont été téléchargés et les adhésions à Skillsnet ont augmenté de plus de 43 %, passant de 200 adhérents fin 2007 à 287 en novembre 2008. Le Cedefop a été invité à présenter son analyse des futurs besoins de compétences lors de plusieurs manifestations telles qu'EuroSkills 2008, la conférence de la présidence française de l'UE sur l'apprentissage tout au long de la vie et la sécurité de l'emploi, la réunion des Directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels et le Comité de l'emploi. Tous ces éléments démontrent le vif intérêt témoigné par les décideurs politiques au niveau de l'UE et des États membres, ainsi que leurs réactions positives.

Afin de sensibiliser les responsables politiques à l'évolution démographique et à ses implications pour les compétences et le marché du travail, le Cedefop a poursuivi son travail sur les travailleurs seniors. Le Cedefop a fourni des informations au Comité économique et social européen pour l'aider à se forger un avis sur la question des travailleurs vieillissants et a organisé un atelier scientifique sur le travail à un âge avancé.

Des données probantes pour des politiques d'EFP modernes et efficaces

Publications à télécharger:

- sur les besoins futurs de compétences:
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publications.asp?section=28
- sur la politique du marché du travail, y compris les travailleurs seniors et les besoins de compétences:
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publications.asp?section=7

La modernisation de l'EFP est non seulement un objectif mais également un moyen pour faire face aux défis à venir. L'enseignement et la formation professionnels jouent un rôle non négligeable dans le soutien du développement économique, la promotion du «vieillissement actif», l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences, le soutien de la capacité d'innovation des entreprises, de leur croissance et de leur productivité, ainsi que dans la lutte contre l'exclusion sociale et le renforcement de la cohésion sociale.

Dans son quatrième rapport sur la recherche en matière d'EFP, le Cedefop analyse en profondeur les principales caractéristiques des réformes de l'EFP, notamment l'amélioration de l'attrait de l'EFP, la mise en œuvre des cadres de certifications, le développement professionnel des enseignants et formateurs de l'EFP, l'information et l'orientation tout au long de la vie. Le rapport étudie les priorités du processus de Copenhague sur le renforcement de la coopération au niveau communautaire dans l'EFP. Les résultats des recherches réalisées dans différentes disciplines socioéconomiques sont analysés de manière approfondie en vue d'alimenter le débat sur les politiques européenne d'EFP. La synthèse du quatrième rapport de recherche sera publiée en 2009 et assortie de rapports contextuels détaillés.

Il importe de comprendre la contribution de l'EFP à la carrière professionnelle d'une personne, aux perspectives d'emploi et au niveau



Impact de l'EFP sur les performances économiques des entreprises

Les chercheurs ont étudié les nombreux impacts possibles de l'EFP assuré par les employeurs sur les performances économiques d'une entreprise: qualité des produits, développement de nouveaux produits, part du marché, croissance des ventes, productivité, bénéfice d'exploitation, rendement du capital investi et croissance du profit. Trois de ces avantages présentent un important lien potentiel avec l'EFP: la capacité d'innovation, la croissance et la productivité. Premièrement, la formation peut améliorer la capacité d'innovation des entreprises, puisque les compétences sont des conditions préalables à la création de nouveaux processus et de nouveaux produits. Deuxièmement, la formation améliore les chances de survie et de croissance d'une entreprise: il existe des corrélations positives significatives entre l'offre de formation, les chances de pérennisation et la croissance des ventes. Troisièmement, il est évident que la formation sur le lieu de travail améliore la productivité des entreprises: la formation permet aux travailleurs et aux responsables d'adopter de meilleures techniques de production et de gestion, ce qui se solde par une augmentation du rendement et de la productivité. La recherche

montre toutefois que ces effets ne sont pas directs. Ils dépendent, pour une large part, du type et du contenu de la formation, des caractéristiques des stagiaires et de la stratégie des ressources humaines dans laquelle s'inscrit la formation. Des cours de formation formels et généraux à l'extérieur peuvent s'avérer plus efficaces qu'une formation interne non formelle; les salariés seniors risquent de tirer davantage parti d'une formation que les salariés plus jeunes. Les performances d'une entreprise pourront retirer un plus grand bénéfice d'une formation si les salariés formés sont redéployés à des postes où ils peuvent mettre en pratique les connaissances acquises.

Malgré ces résultats positifs bien reconnus, 40 % des entreprises de l'UE persistent à ne pas former leur personnel. Des études supplémentaires devront être effectuées pour étudier les autres avantages possibles de l'EFP pour les entreprises afin de les sensibiliser et de les encourager à investir dans la formation.

Source: Cedefop. *Modernising vocational education and training. Fourth report on vocational education and training research* [Modernisation de l'enseignement et la formation professionnels. Quatrième rapport sur la recherche en matière d'EFP]. Luxembourg: Office des publications, à paraître.



d'inclusion sociale, ainsi que l'impact de l'EFP sur la croissance économique et la productivité, pour évaluer la valeur de l'investissement dans l'EFP, par rapport à d'autres types d'enseignement ou d'apprentissage. La démonstration des rapports positifs de l'EFP peut aider à faciliter et orienter les décisions des individus et des entreprises concernant l'investissement dans la formation. Bien que ces questions soient des aspects clés du processus de Copenhague et de la stratégie de Lisbonne, elles ne sont pas suffisamment étayées par des données probantes d'analyse. Afin de remédier à cette lacune, le Cedefop a élaboré un programme de recherche sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP. Les premiers résultats seront disponibles début 2010.

En vue de compléter et d'améliorer la transparence de la recherche sur l'EFP en Europe, et de fournir des sources de référence précieuses pour les chercheurs et les parties prenantes au niveau national et international, le Cedefop, avec ReferNet, a publié 19 rapports nationaux de recherche en matière d'EFP. Ces données seront collectées à nouveau en 2009, en affinant les informations et les résultats sur la recherche nationale.

L'amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de données comparables sur l'EFP au niveau européen afin de soutenir la recherche, et l'élaboration et le suivi de politiques de for-

mation demeurent des priorités du processus de Copenhague et sont soulignés dans le communiqué de Bordeaux. En 2008, le Cedefop a amélioré l'accessibilité des données en créant une nouvelle rubrique *statistics and indicators* sur son site web. Le Cedefop a également commencé les travaux concernant l'analyse de la troisième enquête sur la formation professionnelle continue dans les entreprises; les résultats seront disponibles à l'automne 2009. La publication du Cedefop, *Evaluation of Eurostat data sources* [Évaluation des sources de données d'Eurostat] a aidé à fixer un cap pour l'avenir en termes de couverture et de qualité des données, afin d'améliorer l'utilisation et la comparabilité des données. Le Cedefop a également participé aux débats clés sur les méthodes visant à améliorer la comparabilité des données, organisés par Eurostat et la présidence française de l'UE.

Le Cedefop a également exploré d'autres questions liées à la politique européenne en matière d'EFP. Une étude a analysé les conséquences de l'évolution démographique sur la participation à l'EFP à l'avenir, sur l'offre des diplômés d'EFP et sur la demande d'enseignants et de formateurs d'EFP. Les résultats complets sont disponibles sur le site web du Cedefop et un résumé des résultats a été publié dans une note d'information du Cedefop.



Fonds de formation sectoriels et comptes individuel de formation

Les fonds de formation sectoriels gérés par les partenaires sociaux, parfois en coopération avec le gouvernement, contribuent à améliorer à la fois la quantité et la qualité de l'offre de formation (publique et privée), en particulier en l'alignant sur les situations et besoins spécifiques aux secteurs. Les fonds de formation sectoriels se positionnent également de plus en plus comme des centres sectoriels de connaissances et d'expertise sur les questions relatives au marché du travail et à la formation, en menant toute une gamme d'activités (médiation, recherche, consultance et conseil...). Toutefois les lourdeurs administratives, en particulier dans l'administration des fonds de formation sectoriels, peuvent dissuader les entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), de tirer profit de ces fonds.

Source: Cedefop. *Partenaires sociaux et fonds sectoriels de formation – Mobiliser les ressources*. Note d'information.

Par le biais des **comptes individuels de formation**, les participants bénéficient de sommes d'argent destinées à l'achat de formation. Cependant, quel que soit le programme, les comptes individuels de formation suivent la tendance actuelle consistant à privilégier une approche davantage fondée sur la demande. Au lieu d'être simplement remise aux prestataires de services, l'aide financière est accordée directement aux apprenants, qui choisissent eux-mêmes la formation qu'ils souhaitent suivre. L'objectif est de créer un marché de l'éducation et de la formation, tout en favorisant l'innovation, la souplesse et la réactivité parmi des prestataires concurrents. Il s'agit, en finançant les apprenants, de promouvoir également l'investissement dans les matières qu'ils considèrent eux-mêmes comme prioritaires. Ils en tirent ainsi un maximum d'avantages et la réponse est mieux adaptée aux besoins du marché du travail. Cependant, qui dit liberté de choix, dit responsabilité. Un grand nombre de comptes individuels de formation comprennent un élément de cofinancement qui répartit les frais de formation entre divers partenaires.

Source: Cedefop. *Favoriser le choix, la responsabilité et la participation à la formation: les comptes individuels de formation*. Note d'information.



Les questions du financement de la formation professionnelle ont été examinées dans le cadre d'études sur les mécanismes de financement conjoint, les incitations fiscales et les fonds de formation sectoriels. Le dialogue social sur l'EFP dans le cadre du processus de Copenhague ainsi qu'un document contextuel, préparé avec Eurofound, sur la contribution de la négociation collective au développement de la formation professionnelle continue analysent le rôle des partenaires sociaux dans l'évolution de l'EFP en Europe. Le document fournit un point de départ pour explorer plus avant le lien entre l'éducation / la formation et les relations industrielles. Une conférence Agora, en mai, et deux séminaires dédiés aux fonds de formation sectoriels et aux comptes individuels de formation ont contribué à l'apprentissage mutuel et au partage de l'expertise sur les mécanismes de financement de l'EFP. La forte participation à ces événements et l'intérêt qu'ils ont suscité, ainsi que l'invitation du Cedefop à présenter ses résultats lors de manifestations extérieures, illustrent à quel point les questions sur lesquelles le Cedefop travaille sont d'actualité et pertinentes pour les parties intéressées par l'EFP, et tout particulièrement les partenaires sociaux.

Les publications sur les sujets suivants peuvent être téléchargées:

- Rapports sur la recherche:
www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/ResearchLab/published.asp
- Rapports nationaux de recherche (Panorama de la recherche en Europe (ERO)):
www.cedefop.europa.eu/etv/projects_networks/ero/PB_Search.asp
- Notes d'information:
www.cedefop.europa.eu/etv/news/default.asp?idnews=4131
- Comptes individuels de formation:
www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/500/BN_2008_07_fr.pdf
- Fonds de formation sectoriels:
www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/492/8560_fr.pdf
- Statistiques: www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publications.asp?section=13
- Implications de l'évolution démographique:
www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=506

Mise en commun des expériences et stimulation de la coopération politique: le programme de visites d'étude consolidé



Le passage de la gestion de l'ancien programme de visites d'étude dans le cadre du programme Leonardo da Vinci à la coordination du programme consolidé beaucoup plus large de visites d'étude pour spécialistes de l'éducation et de la formation professionnelle au titre du programme intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie (2007-2013) a été mené à bien avec succès. La phase pilote (mars à juin 2008)

Qu'est-ce qu'une visite d'étude?

Une visite d'étude est un séjour bref, de trois à cinq jours, dans un pays d'accueil, proposé à un groupe de dix à quinze spécialistes et décideurs de l'éducation ou de la formation professionnelle, en vue d'examiner un aspect particulier de l'apprentissage tout au long de la vie. Un groupe est composé en général de ressortissants de sept à dix pays européens. Les visites d'étude soutiennent la coopération européenne et le développement des politiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie. Elles sont coordonnées par les agences nationales situées dans les pays participants. Environ 3000 personnes participent à quelque 300 visites d'étude par année scolaire (septembre à juin).

Le Cedefop coordonne le programme au niveau européen.

a compris 153 visites et, ensuite, le premier cycle complet du programme consolidé a été mis en œuvre.

Environ 306 visites d'étude pour quelque 2600 participants figuraient dans le catalogue 2008/2009. L'une des priorités du travail du Cedefop en 2008 a été d'assurer la qualité du programme de visites d'étude. Cela a impliqué de préparer (avec l'aide d'un groupe de travail composé de représentants des agences nationales, du conseil de direction du Cedefop et du comité du programme d'apprentissage tout au long de la vie) de nouveaux thèmes de visite qui reflètent les priorités de l'UE pour l'éducation et la formation. Il a également fallu collecter les propositions de visites d'étude pour le catalogue 2009/2010 et finaliser un guide à l'intention des organisateurs sur la préparation et la mise en œuvre des visites d'étude. Des efforts ont également été consentis pour affiner les outils d'évaluation et pour préparer les informations générales sur les treize thèmes couverts par les visites. Un séminaire d'échange de connaissances pour les organisateurs de visites d'étude s'est déroulé en novembre 2008 pour les aider à préparer des visites de qualité. Le système de gestion d'informations a été modifié en vue d'intégrer de nouvelles tâches et de nouveaux processus liés au programme de visites d'étude consolidé.

Des efforts particuliers ont été déployés pour encourager la participation des partenaires sociaux au programme de visites d'étude et



Deux visites d'étude en 2008

Développement durable et certification institutionnelle dans le domaine de l'enseignement, Finlande, mars 2008

Les participants ont discuté du rôle de l'enseignement dans le développement durable à travers une étude de cas détaillée d'un établissement d'enseignement secondaire supérieur de Muurame. Il s'agit de la première école finlandaise qui ait reçu un certificat national reconnaissant ses travaux dans la promotion du développement durable et les études en rapport avec l'environnement.

Comme les participants l'ont constaté, bien que l'éducation au développement durable soit encouragée dans tous les pays, c'est en Finlande que les progrès les plus significatifs ont été enregistrés en termes d'accréditation des bonnes pratiques. Les critères fournis aux écoles pour qu'elles passent en revue leurs propres performances sur le plan de l'environnement avant de faire une demande d'accréditation ont été considérés comme un outil intéressant et facilement adaptable à tous les pays représentés dans le groupe.

Coopération européenne – dialogue interculturel, Estonie, avril 2008

La visite organisée par le lycée russe de Rakvere a donné aux participants toutes sortes de nouvelles idées pour le dialogue interculturel. Ils ont pris conscience que non seulement les méthodes utilisées mais également la compréhension du thème peuvent varier. Cela a été une expérience unique de voir des élèves étudiant en russe dans le contexte de la langue et de la culture estoniennes.

Les participants ont observé les cours donnés dans l'établissement et ont eu une approche du thème dans différentes perspectives: celle du directeur, des enseignants, des élèves, ainsi que celle des représentants des autorités locales et du district. L'écoute de leurs présentations ou la discussion avec ces acteurs ont aidé les participants à comprendre cet environnement particulier et leur a donné des raisons de revoir leur attitude à l'égard du dialogue interculturel. Les discussions avec le maire et le directeur d'école ont mis en lumière le besoin de contacts avec les autres pays européens.



Impact du Cedefop sur la politique de l'UE en 2008

pour les sensibiliser aux possibilités offertes par ce programme. Un séminaire à l'adresse des partenaires sociaux s'est tenu en février et un groupe de travail de partenaires sociaux s'est réuni en décembre 2008 afin d'identifier des thèmes d'intérêt et de réfléchir à des stratégies de promotion du programme auprès des partenaires sociaux. Une attention particulière a été portée à l'évaluation et la diffusion des résultats des visites d'étude, par exemple à travers la contribution à la conférence conjointe de la DG Éducation et culture et de la présidence française de l'UE intitulée *Apprentices: paths of European mobility* à Bordeaux, le 27 novembre 2008.

Publication à télécharger:

- www.cedefop.europa.eu/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=530

Le Cedefop fournit des données probantes afin d'informer les décideurs politiques de l'UE. L'impact du Cedefop peut être apprécié d'après les références à son travail dans les documents politiques européens majeurs. Elles témoignent de la reconnaissance du travail du Cedefop et de son utilisation pour étayer les politiques communautaires. Certains décideurs sollicitent aussi la contribution du Cedefop pour les politiques de suivi, autant d'éléments qui démontrent que la capacité et l'expertise du Cedefop sont tant reconnues qu'appréciées.

Les nombreux documents politiques – 19 en 2007 et 21 en 2008 – faisant référence au Cedefop indiquent clairement son haut niveau d'impact et montrent que les résultats sont bien communiqués aux décideurs. Une dizaine de documents officiels de la Commission européenne, du Conseil et du Parlement peuvent être considérés comme des documents d'importance majeure (voir l'encadré)

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de communication, le Cedefop s'adresse spécifiquement au groupe cible constitué par les décideurs politiques au travers des «notes d'information». Introduites seulement en 2008 et élaborées à l'intention d'un cercle très réduit et exclusif de décideurs de haut niveau, les notes d'information ont d'ores et déjà engrangé 950 abonnements. Le nombre de téléchargements des huit notes publiées sur le site web du Cedefop n'a cessé d'augmenter, jusqu'à atteindre 11 000 en décembre 2008.



Quelques documents clés de la Commission, du Conseil et du Parlement faisant référence aux travaux du Cedefop en 2008

- Communiqué ministériel de Bordeaux;
- Conclusions du Conseil sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'EFP;
- Résolution du Conseil sur «mieux inclure l'orientation tout au long de la vie»;
- Communication de la Commission sur le multilinguisme;
- Document de travail des services de la Commission sur l'amélioration des compétences pour le 21^e siècle;
- Programme de coopération européenne en matière scolaire;
- Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre de référence européen pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels, et évaluation associée de son impact;
- Proposition de recommandation établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP, et évaluation de son impact;
- Conclusions du Conseil sur l'éducation et la formation des adultes;
- Communication de la Commission «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux»;
- Un cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Voir l'annexe XIV pour une liste complète des documents de politique.

Un autre indicateur de l'impact du Cedefop sur le débat politique est sa contribution aux conférences de haut niveau, aux comités et groupes de travail organisés par les institutions européennes (Parlement, Commission, Comité économique et social, agences), les présidences de l'UE, les États membres, les partenaires sociaux européens et les organisations internationales. Certes les données n'ont pas été col-

lectées systématiquement à cet égard en 2008, mais le Cedefop a été incontestablement invité à de nombreuses conférences de haut niveau pour y faire des allocutions centrales et participer aux discussions. À titre d'exemple, on peut citer les conférences des présidences slovène et française de l'UE (voir l'annexe XV). Cet indicateur montre que le Cedefop sert efficacement les intérêts de ses principales parties pre-



Notes d'information

Les notes d'information, publiées sous forme électronique, sont étroitement liées aux priorités et aux principaux résultats du Cedefop. Les groupes cibles sont les principales parties prenantes, les décideurs et les partenaires sociaux. Élaborées sur mesure pour répondre à leurs besoins, les notes d'information sont publiées dans six langues au maximum (anglais, français, allemand, espagnol, italien et grec) et envoyées à une liste de diffusion de 950 abonnés. En outre, les notes d'information peuvent être téléchargées depuis le site web du Cedefop.

La note qui a connu le plus de succès en 2008 s'intitule: «Attention danger! Perte possible de compétences en Europe». Publiée en septembre, elle a été téléchargée plus de 3100 fois. Elle décrit les résultats de l'analyse du Cedefop *Future skill needs in Europe – Focus on 2020*.

La dernière note d'information publiée en 2008 traite de la formation et de l'évolution démographique et s'appuie sur les résultats de l'étude du Cedefop intitulée *Implications of demographic change for vocational education and training in the EU*. Elle souligne que l'Europe perdra deux millions d'étudiants de l'EFP entre 2005 et 2030 et quelque 600 000 diplômés d'EFP au cours de la même période. Dans le même temps, en raison du vieillissement de la population européenne, il s'avère nécessaire de mobiliser le potentiel d'emploi des citoyens tout au long de leur vie. Le recul et le vieillissement rapide de la population européenne ont des conséquences considérables sur l'offre future de main-d'œuvre et peuvent affecter négativement la croissance économique et la compétitivité de l'Europe.

nantes qui sont représentées dans son conseil de direction (Commission européenne, États membres et partenaires sociaux).

Les publications du Cedefop ont également été diffusées et présentées lors de 24 conférences, y compris celles organisées par la présidence française de l'UE sur l'orientation tout au long de la vie et sur les statistiques et indicateurs (*).

Renforcement de la visibilité auprès des citoyens

(⁴) Liste des conférences: *Individual learning accounts: an incentive for financing continuing vocational education and training*; conférence Agora: *Skills for Europe's future*; séminaire d'information pour les partenaires sociaux sur le programme de visites d'étude consolidé pour les spécialistes de l'EFP; réunion du *core group* de ReferNet; réunion du groupe de coordination élargi sur les rapports politiques; conférence Agora: *Investing in people – Strategies for financing VET*; atelier international sur les besoins de compétences dans le secteur de la santé; réunion annuelle du programme de visites d'étude; atelier sur les prévisions à moyen terme sur l'offre de compétences en Europe (résultats intermédiaires); échanges dans le cadre de forums sur la politique nationale en matière d'orientation tout au long de la vie; manifestation sur les points de référence nationaux: réseau pour la qualité dans les États membres; séminaire sur les fonds de formation sectoriels en Europe; atelier *Working at old age: Emerging theories and empirical perspectives on aging and work*; atelier *Future skill needs for the green economy*; conférence européenne e-Skills 2008; échanges sur les qualifications des conseillers d'orientation; réunion plénière annuelle ReferNet; *Conference on climate change: a social and educational perspective – immigration, consumers, green professions*; atelier sur l'évolution des qualifications; séminaire de partage des connaissances à l'intention des organisateurs; conférence *Quality in work-based learning*; atelier TTnet: mentorat dans l'EFP, développement des perspectives européennes; atelier sectoriel sur le CEC.

L'information du public sur les questions d'EFP représente une lourde tâche pour une petite agence. Si l'accès aux informations et aux nouvelles publications sur l'EFP est assuré par le biais du site web et des services bibliothécaires du Cedefop, de nouveaux efforts ont été accomplis pour améliorer l'information du public en créant un service de presse dédié et en instaurant la publication régulière de communiqués de presse. En 2008, 19 communiqués de presse ont été publiés, qui ont débouché sur 90 références dans la presse internationale (⁵). Facilement accessibles grâce au site web du Cedefop, les communiqués de presse ont donné lieu à quelque 5000 téléchargements.

Ces efforts seront poursuivis en 2009. Une étroite coopération prévue avec nos partenaires ReferNet devrait nous permettre de surmonter les obstacles linguistiques.

Les membres de ReferNet contribuent aussi largement à la diffusion des informations en matière d'EFP dans les États membres. Dans l'idéal, les sites web nationaux ReferNet serviront de relais pour envoyer et recevoir des informations relatives à l'EFP. Ils sont actuellement en cours de refonte dans le cadre d'une révision majeure de la présence du Cedefop sur le web.

(⁵) Leur nombre a doublé par rapport à l'année 2007, mais les mesures ne sont pas encore très fiables, et ne prennent peut-être pas en compte toutes les réponses; elles ne permettent pas non plus d'analyse plus différenciée.



Communiqués de presse

Les communiqués de presse du Cedefop véhiculent les principaux messages du Cedefop à l'attention du grand public en couvrant les besoins d'information des agences de presse européennes et des journalistes de la presse écrite, de la TV et de la radio. Publiés toutes les deux semaines et diffusés en ligne, les communiqués de presse suivent fidèlement le principe journalistique qui consiste à répondre aux questions «qui, quoi, où, quand, pourquoi et comment».

Les thèmes les plus courants sont les principaux résultats des activités de recherche et d'analyse du Cedefop, ainsi que la sortie des publications importantes du Cedefop et le programme de ses conférences et manifestations clés.

Les projets et les études du Cedefop s'adressent principalement aux décideurs et aux parties prenantes de l'EFOP et, dans une moindre mesure, au citoyen moyen. Néanmoins l'instrument Europass, initiative conjointe du Cedefop et de la DG Éducation et culture, obtient un franc succès et a sans aucun doute permis d'accroître la visibilité du Cedefop (voir la description d'Europass au chapitre 2; des statistiques détaillées figurent en annexe de ce document).

Jusqu'à-là, le Cedefop était l'une des deux organisations européennes présentes à Thessalonique. En tant que seule et unique agence présente dans cette ville à partir de 2009, elle incarne dans une certaine mesure l'image de l'UE dans cette région, ce qui lui confère une responsabilité spéciale supplémentaire.

Le Cedefop coopère étroitement avec la délégation européenne à Athènes, avec laquelle il a organisé une manifestation commune en décembre 2008. Environ 2200 participants extérieurs, y compris des fonctionnaires de la Commission européenne, des représentants gouvernementaux et des partenaires sociaux, des chercheurs et des experts en EFOP et autres professionnels, ont assisté aux événements du Cedefop à Thessalonique en 2008. La plupart des participants venaient de pays autres que la Grèce et ont séjourné à Thessalonique pendant plusieurs jours. Le Cedefop contribue ainsi activement à l'économie locale.



Dans le cadre d'Helexpo, l'une des principales foires-expositions et manifestations politiques grecques de l'année ayant lieu à Thessalonique, le Cedefop a organisé une réception pour les membres grecs du Parlement européen au Musée d'art contemporain. En coopération avec le ministère grec des affaires étrangères, le ministère autrichien de l'éducation, l'ambassade autrichienne à Athènes et le conseiller commercial autrichien, le Cedefop a organisé dans ses locaux un concert public avec le Vienna Swing Factory. Comme en 2007, le Cedefop a sponsorisé et organisé conjointement avec le Musée de la photographie de Thessalonique un Prix international de la photo.

Cedefop – Musée de la photographie de Thessalonique – Prix de la photo 2008

En 2008, pour la seconde fois, le Cedefop a décerné avec le Musée de la photographie de Thessalonique un prix international de photo dans le cadre de la Biennale internationale de la photographie de Thessalonique, dont le thème était «Personnes au travail, personnes en formation».

Lors de cette édition 2008, le premier prix a été attribué à M^{me} Myrtó Papadopoulou pour sa série de 15 photographies d'ouvriers sur un chantier du New Jersey, aux États-Unis, intitulée *Out on a limb* [en situation de risque]. Le second prix a été attribué à M. Heiko Specht d'Allemagne, et le troisième à M. Ralf Tooten de Thaïlande.

Durant la biennale de la photographie 2008, le Musée de la photographie et le Cedefop ont présenté une exposition de l'ensemble des photos de Sirio Magnabosco récompensées l'an dernier, à la Chambre de commerce de Thessalonique. Une exposition des travaux des candidats sélectionnés en 2007 a été présentée au Cedefop.

Information des parties prenantes de l'enseignement et de la formation professionnels



Alors que le Cedefop, dans le cadre d'un vaste projet de portail web, est en voie d'établir un suivi systématique de sa présence sur le web ⁽⁶⁾, les chiffres disponibles indiquent d'ores et déjà une popularité croissante ainsi qu'un niveau d'acceptation impressionnant. Le nouveau portail web devrait permettre d'améliorer encore ces résultats. Au total, plus de deux millions de fichiers ont été téléchargés en 2008 (sans compter les téléchargements à partir du site web Europass), ce qui illustre l'adhésion et le vif intérêt des acteurs de l'EFP. Les 30 principales publications ont été téléchargées plus de 300 000 fois.

Les événements de haut niveau du Cedefop ont fait l'objet d'une large couverture médiatique, à la télévision et dans les journaux, en Grèce et en Europe. Le Cedefop a introduit plus de 500 nouveaux articles sur son site web et compte plus de 3700 abonnés à son bulletin d'information électronique. Environ 6000 exemplaires de toutes les publications (imprimées) du Cedefop ont été envoyés sur demande.

Publications phares en 2008

L'étude *Future skill needs in Europe: medium-term forecast* a été la publication du Cedefop la plus prisée en 2008. Sa publication en février a été suivie d'un nombre croissant de téléchargements (jusqu'à franchir le cap des 117 000 téléchargements en décembre 2008). Les prévisions couvrent la période 2006-2015 et montrent que la longue transition des pays européens vers une économie de moins en moins axée sur le secteur primaire et l'industrie et de plus en plus tournée vers les services n'est pas encore achevée.

Un phénomène qui aura un impact encore plus significatif que la montée en puissance du secteur des services est le besoin croissant de compétences et de qualifications à tous les niveaux. Selon le scénario de référence, entre 2006 et 2015, l'Europe verra la création de 12,5 millions d'emplois au niveau de qualifications le plus élevé et de 9,5 millions d'emplois de niveau intermédiaire (qualifications professionnelles essentiellement).

En revanche les emplois destinés aux travailleurs peu qualifiés diminueront de 8,5 millions.

⁽⁶⁾ Le Cedefop est en train d'adapter un logiciel spécialisé à ses besoins, afin de pouvoir fournir des statistiques plus différenciées pour 2009.



Même les emplois de manœuvres requièrent toujours plus d'aptitudes et les ouvriers qualifiés auront de plus en plus besoin d'un niveau de formation moyen. L'exercice de prévision a eu lieu avant l'actuelle crise économique mais il est basé sur une projection des tendances passées et englobe toutes les récessions depuis 1970. Il met l'accent sur les tendances à plus long terme et couvre 25 États membres de l'Union européenne (la Bulgarie et la Roumanie ne sont pas incluses), plus la Norvège et la Suisse.

Bien qu'il soit impossible de faire des prévisions chiffrées avec précision en raison de la crise économique, la tendance à la demande de compétences plus élevées devrait se poursuivre, et les proportions d'emplois exigeant des niveaux de compétences élevés, moyens et faibles devraient évoluer comme prévu.

Depuis juillet 2008, une extension des prévisions sur les besoins de compétences en Europe jusqu'en 2020 est disponible en ligne.

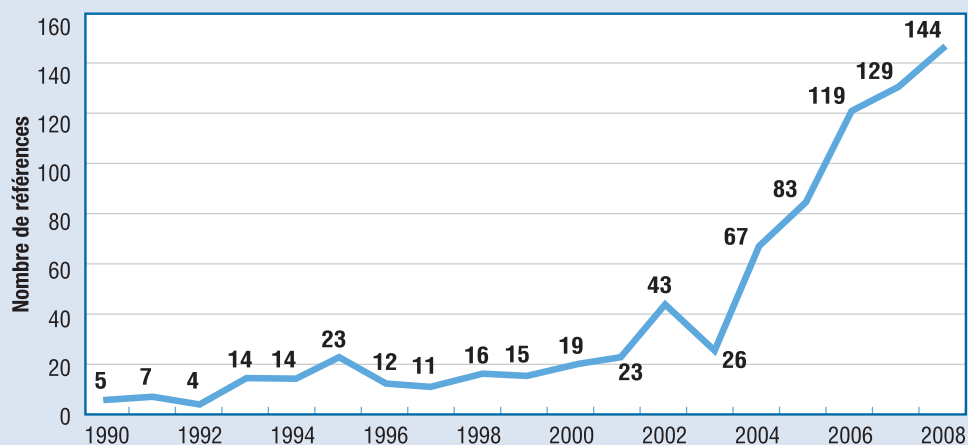
Parmi les parties prenantes de l'EFP, les chercheurs constituent un groupe cible important. La coopération du Cedefop avec les chercheurs revêt de nombreuses formes différentes: contacts étroits au sein de différents réseaux, échanges d'expériences lors de manifestations, ou publication d'études et travaux conjoints sur des présentations et des documents de travail. Le Cedefop suit de près la recherche en matière d'EFP au travers des rapports de recherche nationaux fournis par ReferNet et offre une plate-forme aux publications. Le Cedefop est de plus en plus cité en référence dans la littérature sur la recherche en sciences sociales. Bien que les chiffres semblent modestes, il convient de souligner qu'ils révèlent une nette tendance à la hausse, comme le montre le graphique ci-dessous.

L'adhésion aux réseaux d'experts, notamment Skillsnet, a considérablement augmenté. Si le nombre de téléchargements des publications du Cedefop va croissant (117 000 téléchargements du seul document sur les prévisions des besoins de compétences), en revanche il convient de noter une baisse constante des abonnements à la *Revue européenne de formation professionnelle*. L'impact de cette revue, sa qualité et son efficacité ont fait l'objet d'une évaluation en 2008, dont les résultats seront publiés en 2009.

En 2008, le Cedefop a publié 24 nouvelles publications. À l'automne, un nouveau type (électronique) de publication, les «documents de travail», a été lancé suite à la révision de la poli-



Références scientifiques au Cedefop (1990-2008)



tique de publication du Cedefop. Les documents de travail peuvent être téléchargés ou imprimés sur demande. Le cap du millier de téléchargements des deux premiers documents de travail a été franchi en moins de deux mois.

Les experts du Cedefop ont organisé plus de 65 ateliers et conférences en 2008, qui s'avèrent être un moyen non négligeable pour la diffusion d'informations. Non seulement ils offrent une précieuse plate-forme pour l'échange d'expériences et la conception de nouvelles idées, mais ils attirent également de nombreux

Note: l'amélioration dans la mesure de l'usage du web et des participations aux conférences permettra à l'avenir une présentation plus détaillée et plus différenciée de notre interaction avec les groupes cibles.

visiteurs extérieurs au Cedefop, comme nous l'avons déjà mentionné. Une liste des principales conférences organisées en 2008 figure à l'annexe XIII.

Recherche de l'excellence: évolution des ressources humaines et exécution du budget 2008



En 2008, 98 % du tableau des effectifs du Cedefop ont été pourvus. Cela reflète une bonne planification, un recrutement efficace et un personnel stable, avec un taux de rotation inhabituellement faible. Le recrutement a principalement porté sur les experts en EFP. En recrutant des experts de haut rang, le Cedefop se donne les moyens de relever les défis opérationnels et de fournir des contributions de grande qualité conformément à sa mission et aux besoins des parties prenantes. Le Cedefop recrute également des experts nationaux détachés. Ainsi l'organisme a l'avantage de bénéficier de nouvelles idées et les experts, pour leur part, peuvent acquérir une expérience pratique du travail dans le contexte européen. Il s'avère néanmoins de plus en plus difficile de recruter des experts détachés, car de nombreuses institutions hésitent à transférer des membres du personnel.

Une bonne planification, un suivi adéquat et une plus grande efficacité ont permis une bonne exécution du budget (près de 97 %). La quasi-totalité de la subvention communautaire affectée au Cedefop a été dépensée. Le budget par activités utilisé pour la première fois en 2008 a continué d'être affiné et a fourni des informations de base pour les décisions stratégiques prises par les responsables et le conseil de direction du Cedefop.

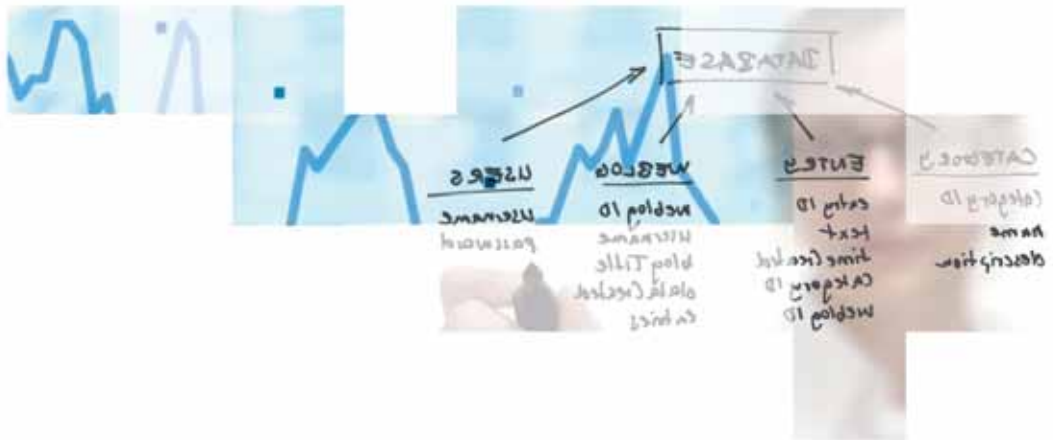
Le rapport de la Cour des comptes européenne pour 2007 a donné un bilan de santé positif concernant le Cedefop. Celui-ci a tenu compte de l'observation selon laquelle les ob-

Experts nationaux détachés

Le rôle que jouent les experts nationaux détachés (END) est double: apporter au Cedefop leur expérience des questions dont ils sont familiers et faire bénéficier leur administration d'origine des connaissances acquises sur les questions communautaires lors de leur détachement.

Les END appartiennent généralement à la fonction publique des États membres de l'UE, de l'Espace économique européen (EEE), des pays candidats, des pays non membres ou d'organisations internationales. Occasionnellement, des experts employés dans des organisations de partenaires sociaux, le secteur privé ou le secteur associatif ou des organisations internationales sont également détachés au Cedefop, notamment dans les domaines où leurs compétences et leurs connaissances spécifiques sont requises. Les détachements peuvent durer de deux à quatre ans.

Les END continuent d'être rémunérés par leur employeur mais ils perçoivent une indemnité journalière du Cedefop. Ils peuvent également bénéficier d'une indemnité mensuelle de déplacement en fonction de leur lieu d'origine. Enfin, le Cedefop couvre les frais de scolarité des enfants d'experts nationaux détachés conformément aux règles applicables aux fonctionnaires et au personnel temporaire du Cedefop.



Bonne administration

Une bonne administration consiste à organiser les personnes et les ressources de manière efficace de façon à orienter les activités vers la réalisation d'une mission et d'objectifs donnés.

En pratique, le Cedefop veille à s'assurer qu'il dispose d'un personnel approprié et des meilleures ressources pour mener à bien ses principales activités en totale conformité avec un cadre réglementaire complexe (statut du personnel et règlement financier), tout en garantissant de bonnes conditions de travail et en appliquant un style de gestion moderne, orienté sur les résultats et les performances.

Les contacts du Cedefop avec ses parties prenantes et les citoyens doivent également s'inspirer des principes de bonne administration. La responsabilité, la transparence des procédures, la pertinence des réponses apportées aux demandes, l'impartialité et l'objectivité guident le comportement du personnel du Cedefop.

Les personnes du public se considèrent de plus en plus souvent comme des clients, et attendent donc un service de qualité. Pour relever le défi d'une administration efficace, il convient de trouver le juste équilibre entre impartialité, légalité, cohérence et fiabilité, et l'orientation sur les clients avec l'impératif de donner une réponse rapide et individuelle.

jectifs devraient être formulés encore plus clairement et de façon plus mesurable et a ainsi amélioré la planification des priorités à moyen terme et du programme de travail 2009.

Les audits internes ont mis en évidence un certain nombre de risques, ainsi qu'un potentiel d'amélioration, et ont suggéré des moyens d'accroître l'efficacité et de prévenir les risques.

Suite à l'adaptation du règlement financier de la Commission européenne, le Cedefop a ajusté ses règles financières en conséquence. Une fois les consultations obligatoires terminées, les nouvelles règles seront adoptées en 2009. En 2008, le conseil de direction a adopté les normes de contrôle interne révisées.

Gestion des performances, mesure de l'impact et planification



La gestion des performances repose sur la formulation d'objectifs clairs, réalistes et opérationnels, assortis d'indicateurs significatifs pour mesurer leur réalisation. La mesure de résultats tels que les publications ou les conférences, ou l'accomplissement de procédures (passation de marchés, recrutements, etc.) est directe.

L'efficacité peut être mise en évidence en comparant les résultats et les contributions des ressources humaines et financières. En 2008, le Cedefop a mis en œuvre un budget par activités, c'est-à-dire un budget dans lequel des ressources humaines et financières sont allouées à différentes activités ⁽⁷⁾. Pendant le cycle de compte rendu, l'utilisation des ressources est mesurée.

Les résultats sont bien décrits dans la présentation détaillée des activités (les activités comprennent généralement plusieurs projets), des projets (qui comprennent généralement plusieurs actions) et des actions. Cette présentation tabulaire constitue la base d'un rapport d'avancement détaillé ⁽⁸⁾.

En 2008, le Cedefop a adopté de nouvelles priorités à moyen terme basées sur le règlement fondateur et les priorités de la politique européenne d'EFP. Elles définissent des objectifs et des priorités stratégiques et guideront les programmes de travail annuels du Cedefop et ses efforts durant la période 2009-2011. Comme le reflète la planification pour 2009, les programmes de travail annuels définissent au niveau de l'activité des objectifs et des indicateurs d'impact correspondants, tandis que les indicateurs de performance au niveau du projet sont orientés sur les résultats. La pyramide des objectifs assure la compatibilité et les synergies entre les objectifs aux différents niveaux. Elle se répercute en cascade jusqu'à la base, c'est-à-dire jusqu'aux objectifs individuels, qui sont définis pour chaque membre du personnel dans le cadre de la procédure d'évaluation annuelle.

Dans le même temps, le Cedefop a commencé à concevoir un système d'indicateurs et de collecte de données destiné à améliorer la mesure régulière de l'impact.

⁽⁷⁾ Le budget par activités (ABB) a continué d'être développé sur la base des expériences de 2008 et autorise à présent, à partir de 2009, un rapport mensuel sur les ressources utilisées au niveau des projets et des activités.

⁽⁸⁾ Voir le rapport annuel 2008, partie 2, disponible uniquement sous forme électronique.
<http://www.cedefop.europa.eu/default.asp>





Annexes

I	Conseil de direction du Cedefop	36
II	Organigramme du Cedefop	41
III	Ressources humaines	42
IV	Personnel du Cedefop par aire d'activités	46
V	Visites d'étude en 2008	49
VI	Coopération ETF-Cedefop	51
VII	Coopération Cedefop-Eurofound	53
VIII	ReferNet – réseau de référence et d'expertise du Cedefop	54
IX	Exécution du budget 2008	60
X	ABB compact report (Budget par activités)	62
XI	Europass 2008	63
XII	Principales publications 2008	64
XIII	Principales conférences 2008	68
XIV	Le Cedefop dans les principaux documents communautaires de la Commission et du Conseil	78
XV	Coopération du Cedefop avec les présidences slovène et française	83

ANNEXE I

Conseil de direction du Cedefop (Situation au 31 décembre 2007)

Une liste mise à jour peut être obtenue sur le site web du Cedefop:
<http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=2&sub=4>

Membres participant au Bureau:

Président Représentant des organisations des employeurs	M. Juan Menéndez Valdés Confederación Española de Organizaciones Empresariales – CEOE
Vice-président Commission européenne	M. Gordon Clark Commission européenne Directorate General Education and Culture Directeur faisant fonction DG EAC/A
Vice-président Représentant des gouvernements	M. Peter Kreiml Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur
Vice-président Representative of employees' organisations	M. Petri Lempinen Finnish Confederation of Professionals – STTK
Représentante des organisations d'employeurs	Frau Barbara Dorn Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände
Représentante des gouvernements	M ^{me} Tarja Riihimäki Ministry of Education, Finland
Commission européenne	M ^{me} Belen Bernaldo De Quiros Commission européenne Directorate-General Education and Culture Chef adjoint de l'unité A3
Commission européenne	M. Peter Baur Commission européenne Directorate-General Education and Culture Chef adjoint de l'unité A3
Coordinateur, groupe des employeurs	M. Matthew Higham BUSINESSEUROPE
Coordinateur, groupe des travailleurs	M. Joël Decaillon Confédération Européenne des Syndicats – ETUC
Observatrice Représentante EEE	M ^{me} Kristin Evensen Royal Ministry of Education, Research and Church Affairs

Membres du Conseil de Direction du Cedefop ⁽¹⁾

	Représentants des gouvernements	Représentants des organisations de travailleurs	Représentants des organisations d'employeurs
BE	(Système de rotation) M ^{me} Micheline Scheyls M. Alain Diseur Ministère de l'éducation et de la formation	M. Mieke De Raedemaecker ⁽²⁾ ABVV/FGTB	M. Jan Delfosse F.E.D.I.S.
BG	M ^{me} Valentina Deikova Ministry of Education and Science	M ^{me} Svetla Toneva KNSB – Confederation of Independent Trade Unions in Bulgaria	M ^{me} Galia Bozhanova Bulgarian Industrial Association Union of the Bulgarian Business
CZ	M. Miroslav Prochaska National Institute of Technical and Vocational Education	M. Radovan Langer Czech-Moravian Confederation of Trade Unions	M. Pavel Chejn The Czech Association of Employers in Energy Sector (CSZE)
DK	M. Villy Hovard Pedersen Undervisningsministeriet	M. Erik Schmidt Salaried Employees and Civil Servants Confederation (FTF-DK)	M. Henrik Bach Mortensen Dansk Arbejdsgiverforening
DE	M. Peter Thiele Bundesministerium für Bildung und Forschung	M. Hans-Detlev Küller Deutscher Gewerkschafts- bund – DGB	M ^{me} Barbara Dorn Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände
EE	M. Kalle Toom Estonian Ministry of Education and Research	M ^{me} Kaja Toomsalu Confederation of Estonian Trade Unions	M. Tarmo Kriis Estonian Employers' Confederation
IE	M. Patrick Hayden Employment and Training Strategy Department of Enterprise, Trade and Employment	M. Peter Rigney Irish Congress of Trade Unions	M ^{me} Tony Donohoe ⁽³⁾ IBEC
EL	M. Stavros Stavrou Conseiller auprès du Employment and Social Protection	M. Georgios Dassis G.S.E.E.	M. Evangelos Boumis Titan Cement Company S.A.
ES	M ^{me} Maria José Garijo Equiza ⁽⁴⁾ Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales Gestion de Formacion Ocupacional del Servicio Publico de Empleo Estatal	M ^{me} Luz Blanca Cosio Almeida ⁽⁵⁾ UGT	M. Juan Menéndez-Valdés Président Confederación Española de Organizaciones Empresariales – CEOE

	Représentants des gouvernements	Représentants des organisations de travailleurs	Représentants des organisations d'employeurs
FR	M. Pierre Le Douaron Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité	M. Stéphane Lardy ⁽⁶⁾ Force Ouvrière – F.O.	M. Bernard Falck Mouvement des Entreprises de France – MEDEF
IT	M. Enrico Eugenio Ceccotti Direttore dell'Osservatorio per le politiche attive del lavoro della Provincia di Roma	Frau Mietta Timis UIL	M. Claudio Gentili Confindustria
CY	M. Michael Physentzides Human Resource Development Authority Ministry of labour and social insurance	M. Nicos Nicolaou Cyprus Workers' Confederation – SEK	M. Michael Pilikos ⁽⁷⁾ Cyprus Employers & Industrialists Federation
LV	M. Gunars Krusts Ministry of Education and Science	M^{me} Ilze Trapenciene Free Trade Union Confederation of Latvia – LBAS	M^{me} Ilona Kiukucane Latvian Employers' Confederation
LT	M. Romualdas Pusvaškis Ministry of Education and Science	M^{me} Tatjana Babrauskiene Lithuanian Trade Union Confederation	M^{me} Laura Sirvydiene Lithuanian Confederation of Industrialists
LU	M. Nic Alff ⁽⁸⁾ Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	M^{me} Renata Santini IFES/CGT-L	M. Paul Krier Chambre des Métiers du Grand-Duché du Luxembourg
HU	Frau Ildikó Modláné Görgényi National Institute of Vocational Education	M^{me} Gabriella Lipka Baski MKSZSZ	M. Zoltán Pete National Federation of Hungarian Contractors
MT	M. Paul A. Attard Ministry of Education, Youth and Employment	M. Joseph P. DeGiovanni Malta Union of Teachers	M. Emanuel Said Malta Federation of Industry
NL	M. Peter van IJsselmuiden ⁽⁹⁾ Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen	M. Bart Bruggeman Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV)	M. Jan Willem van den Braak Vereiniging VNO-NCW
AT	M. Peter Kreiml Stellv. Vorsitzender Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur	M. Alexander Prischl Österreichischer Gewerkschaftsbund – ÖGB	M. Gerhard Riemer Industriellenvereinigung
PL	M. Piotr Bartosiak Ministry of National Education and Sport	M. Zygmunt Cybulski OPZZ	M. Josef Jacek Hordejuk The Chamber of Craftmanship and Enterprise

	Représentants des gouvernements	Représentants des organisations de travailleurs	Représentants des organisations d'employeurs
PT	M ^{me} Maria da Conceição Afonso DGERT Employment and Vocational Training	M. Joaquim João Dias da Silva UGT	M. José Sanchez Ramirez
RO	M ^{me} Madlen Șerban National Centre for VET Development	M. Gheorghe Simon National Confederation of Free Trade Unions in Romania – CNSLR-FRATIA	M. Ion Hohan General Confederation of Romanian Industrialists UGIR-1903
SI	M ^{me} Elizabeta Skuber Osterman Ministry of Labour, Family and Social Affairs	M. Marjan Urbanč ⁽¹⁰⁾ Association of Free Trade Unions of Slovenia – ZSSS	M. Anze Hirs ⁽¹¹⁾ Association of Employers of Slovenia
SK	M. Juraj Vantuch Comenius University Ministry of Education	M. Dusan Harvan Confederation of Trade Unions of the Slovak Republic – KOZ SR	M. Daniel Hrdina Association of Employers of Transport, Post Offices & Telecommunications of the Slovak Republic
FI	M ^{me} Tarja Riihimäki Ministry of Education	M. Petri Lempinen Vice-président Finnish Confederation of Salaried Employees STTK	M ^{me} Tarja Tuominen Confederation of Finnish Industries EK
SE	M ^{me} Carina Lindén Ministry of Education and Science	M ^{me} Ulrika Hektor ⁽¹²⁾ TCO Sweden	M. Karin Thapper The Association of Swedish Engineering Industries
UK	M ^{me} Nicola SaFrau ⁽¹³⁾ Joint International Unit - Department for Education and Skills	M. Paul Mackney Trades Union Congress	M. Richard Wainer Confederation of British Industry – CBI

(1) Décision du Conseil du 18 septembre 2006 (JO C 240 du 5 octobre 2006) et décision du Conseil du 25 mai 2007 (JO C 120 du 31 mai 2007).

(2) JO C 75 du 26 mars 2008, p.10.

(3) JO C 19 du 25 janvier 2008.

(4) JO L 115 du 29 avril 2008, p.32.

(5) JO C 75 du 26 mars 2008, p.10.

(6) JO C 75 du 26 mars 2008, p.10.

(7) JO C 75 du 26 mars 2008, p.10.

(8) JO C 60 du 05.03.2008 p.1.

(9) JO L 115 du 29.04.2008 p.32.

(10) JO L 153 du 12 juin 2008, p.36.

(11) JO C 75 du 26 mars 2008, p.10.

(12) JO C 249 du 1 octobre 2008, p.4.

(13) JO C 14 du 19 janvier 2008, p.21.

Représentants de la Commission Européenne ⁽¹⁴⁾

M^{me} Odile Quintin Directorate General Education and Culture Directrice générale	
M. Gordon Clark Vice-président Directorate General Education and Culture Directeur faisant fonction DG EAC/A Education et Formation tout au long de la vie: politiques horizontales Lisbonne et affaires internationales	
M^{me} Belen Bernaldo de Quiros Directorate General Education and Culture Chef de l'unité A3 Jean Monnet; partenariats universités/acteurs économiques; relations avec les agences	
M. Peter Baur Directorate General Education and Culture Chef adjoint de l'unité A3	

Représentants des gouvernements	Représentants des organisations de travailleurs	Représentants des organisations d'employeurs
------------------------------------	--	---

Coordinateurs

	M. Joël Decaillon Confédération européenne des Syndicats	M. Marcus Schwenke ⁽¹⁵⁾ BUSINESSEUROPE
--	---	---

Observateurs

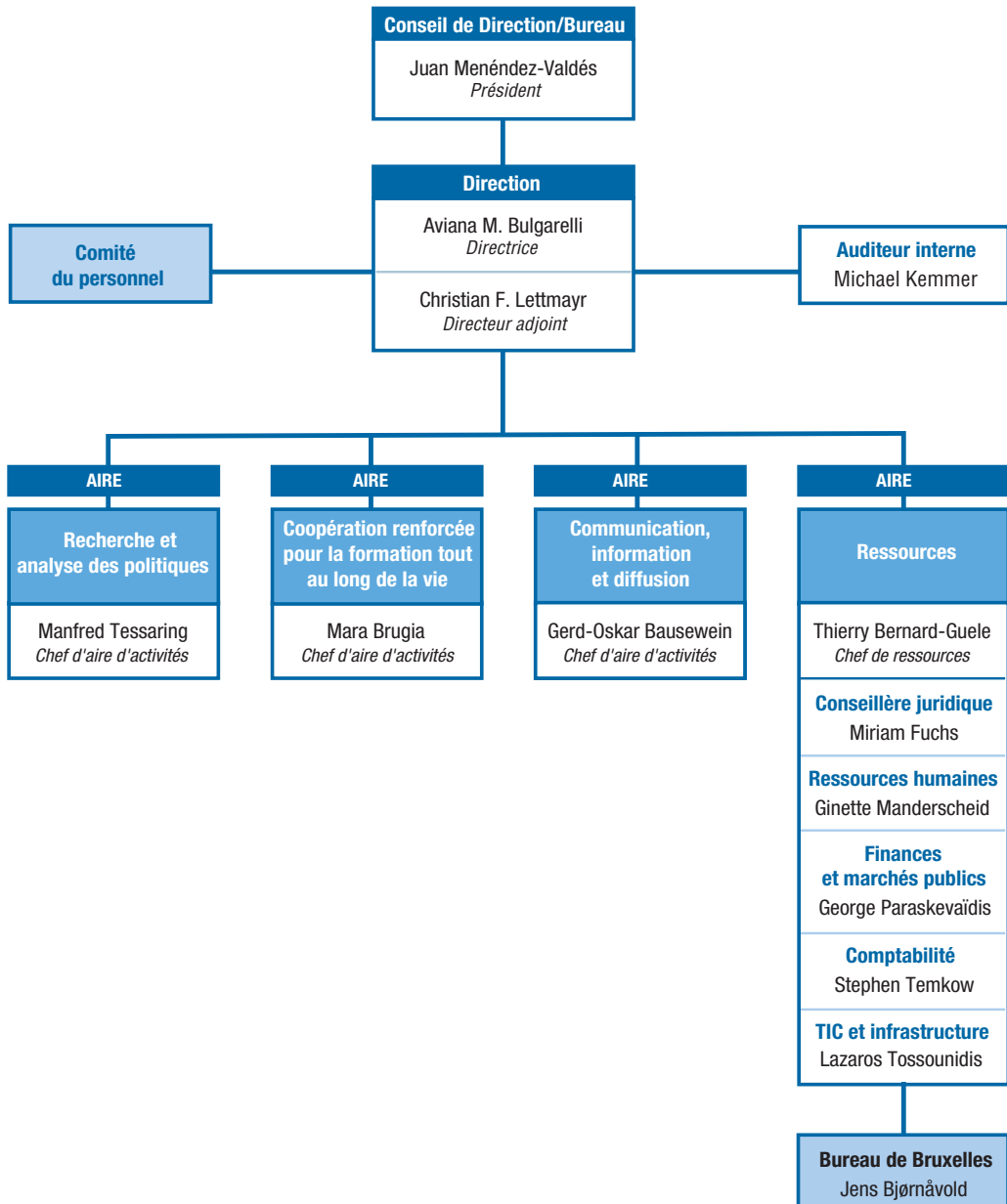
IS	M^{me} Ásta Sif Erlingsdóttir Ministry of Education, Science and Culture University of Iceland – Research Liaison office		
NO	M^{me} Kristin Evensen Royal Ministry of Education, Research and Church Affairs	M. Tor-Arne Solbakken Norwegian confederation of Trade Unions	M. Helge Halvorsen Confederation of Norwegian Business and Industry

⁽¹⁴⁾ Communication – Nomination des représentants de la Commission (JO C 88 du 25 mars 2000, page 6).

⁽¹⁵⁾ Nommé par BusinessEurope en décembre 2008.

ANNEXE II

Organigramme du Cedefop (situation au 31 décembre 2008)



ANNEXE III

Ressources humaines

Situation du personnel au 31 décembre 2008

Le tableau des effectifs 2008 comporte 99 postes.

Au 31 décembre 2008, le Centre employait 97 personnes sur la base du tableau des effectifs. Le tableau des effectifs joint au budget 2008 comportait 99 postes au total (47 AD et 52 AST).

Il existe plus de postes temporaires que permanents, tant dans le groupe de fonctions AD (32/15) que dans le groupe de fonctions AST (32/20).

Au 31 décembre 2008, 2 postes n'étaient pas occupés:

- dans le cas du poste AD vacant: la procédure de recrutement est en cours;
- dans le cas du poste AST vacant: le poste sera converti en AD en janvier 2009 moyennant l'aval du conseil de direction du Cedefop.

En outre, les effectifs du Cedefop comprennent:

- 5 experts nationaux détachés (DE, ES, HU, IT, NO);
- 1 fonctionnaire détaché de la Commission;
- 25 agents contractuels.

Les collaborateurs internes non statutaires suivants travaillent également au Centre:

- 3 contrats de service:
Aire Ressources: médecin-conseil, assistance au service TIC (*helpdesk*) et assistance à la garderie;
- un contrat de service spécifique prévoit un ou deux gardes à la disposition du Centre 24 heures sur 24, avec trois relèves. Ils mettent aussi un téléphoniste à la disposition du Centre;
- un contrat de service spécifique pour la maintenance des bâtiments.

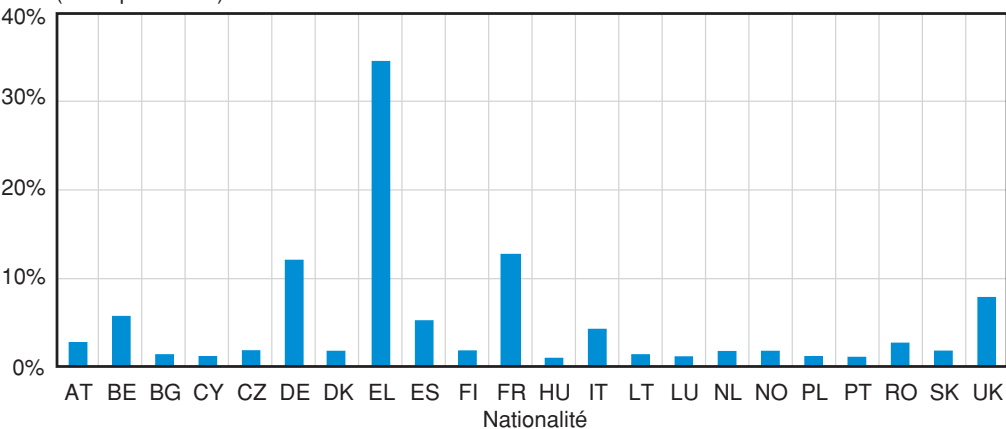
Au 31 décembre 2008, 128 membres du personnel étaient en activité au Centre, contrats de service non compris.

Les graphiques suivants présentent la composition du personnel par nationalité, âge, sexe et ancienneté de service au Cedefop.

Nationalité

Total du personnel (*) par nationalité

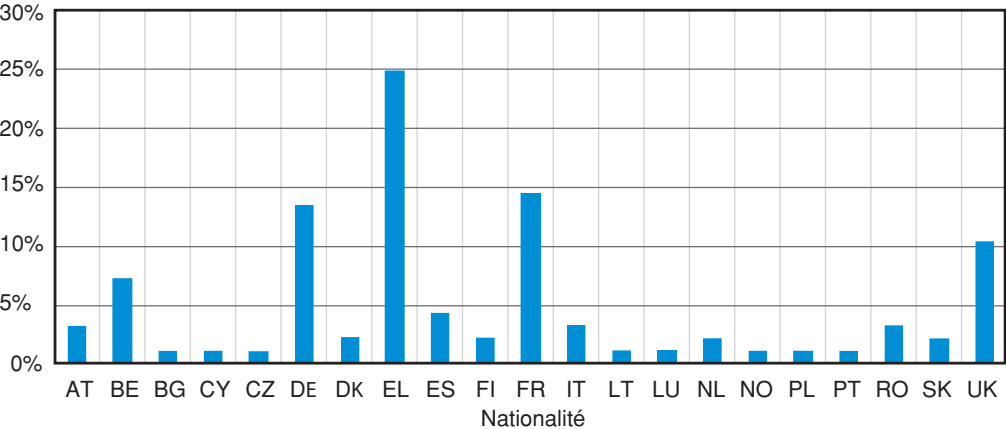
(% du personnel)



(*) Comprend les fonctionnaires, agents temporaires, agents contractuels et experts détachés
12 membres du personnel ont la double nationalité

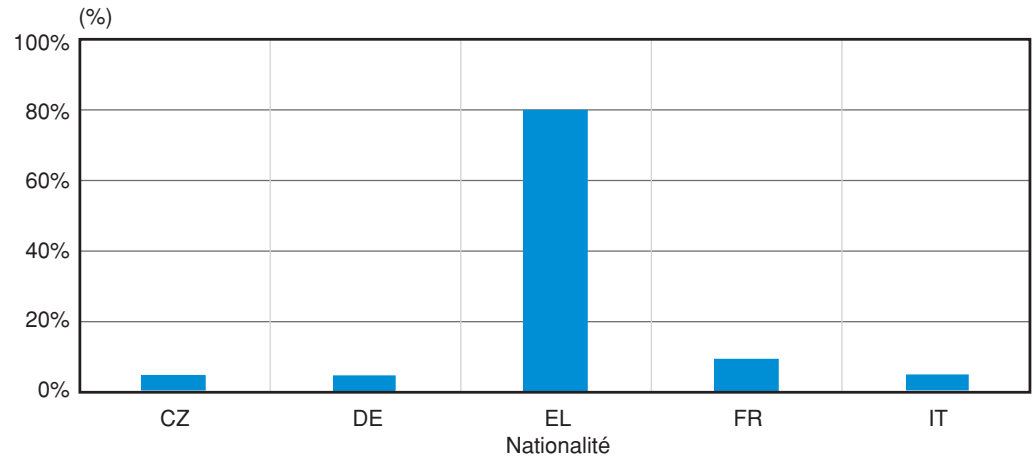
Fonctionnaires et agents temporaires par nationalité

(%)

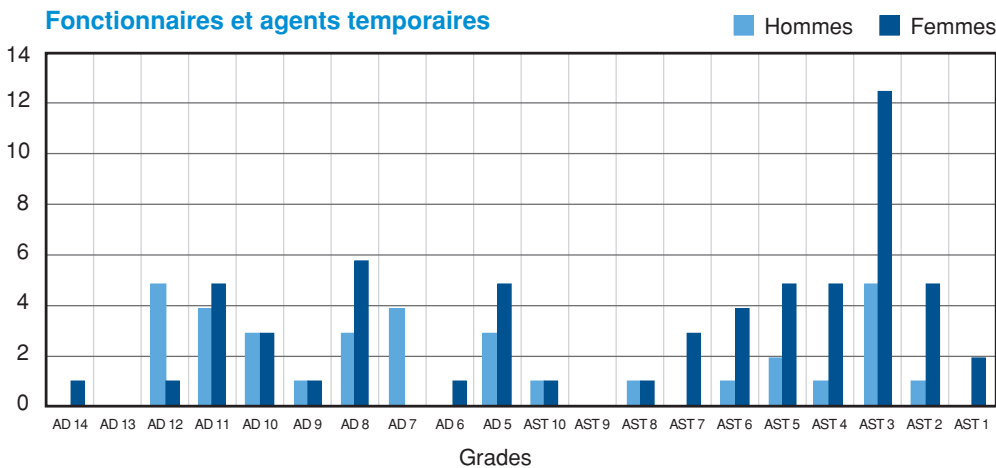


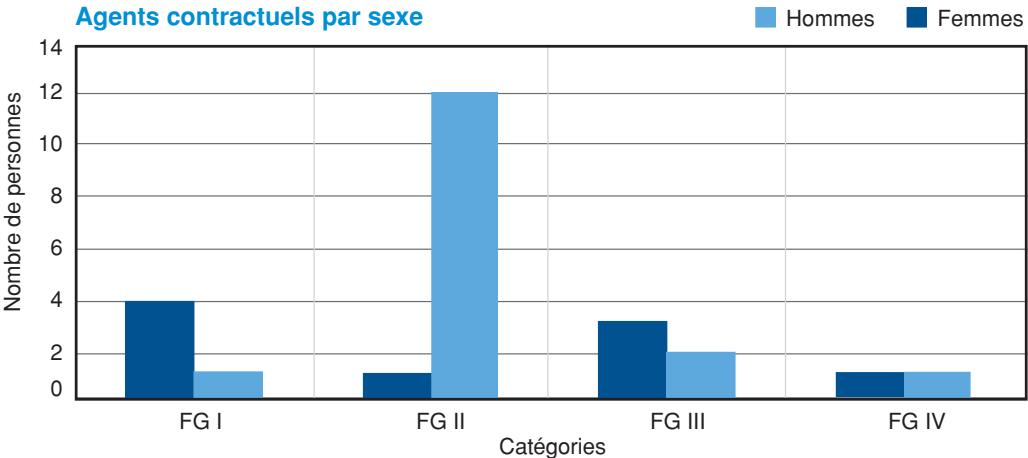


Agents contractuels par nationalité



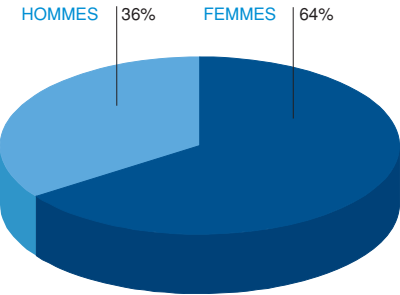
Postes occupés au Cedefop (hommes/femmes)





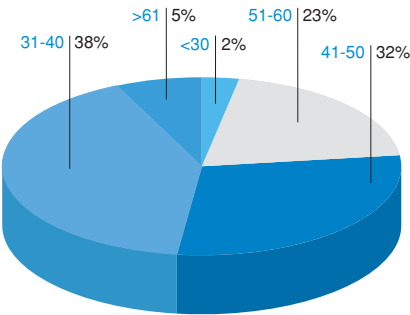
Par sexe

**Total personnel (END non compris)
par sexe**



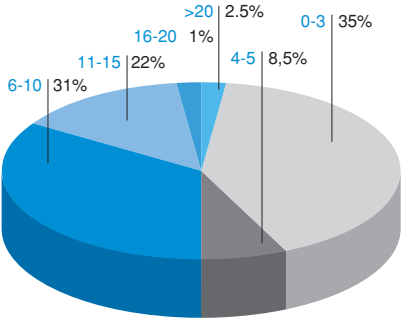
Par âge

**Fonctionnaires, agents temporaires et
agents contractuels par âge**



Par années de service

**Fonctionnaires, agents temporaires et
agents contractuels par années de service**



ANNEXE IV

Personnel du Cedefop par aire d'activités

Direction

Bulgarelli Aviana, *Directrice*

Lettmayr Christian, *Directeur adjoint*

Boucoulvala-Ketterer Michèle, *secrétaire à la direction*

Roda-Lienard Patricia, *secrétaire à la direction*

Soerensen-Ballis Tine, *secrétaire à la direction*

Schmid Eleonore, *assistante de la Directrice*

Kemmer Michael, *auditeur interne*

1. Aire Recherche et analyse des politiques**Chef de l'aire d'activités:**

Tessaring Manfred

Herpin Béatrice, *secrétaire du chef de l'aire d'activités / correspondante budgétaire de l'aire*

Bohlinger Sandra, *recherche et analyse des politiques*

Bousquet Sylvie, *coordinatrice ReferNet / traduction / assistance linguistique*

David Craescu Ramona Carmen, *assistante recherche et analyse des politiques*

Descy Pascaline, *chef de projet rapport sur la recherche et coopération*

Dunkel Torsten, *chef de projet*

Elson-Rogers Sarah, *chef de projet suivi des politiques et eKnowVET*

Galvin Arribas Manuel, *chef de projet assistance aux partenaires sociaux*

Graziosi Adriano, *administrateur ReferNet*
Hrabinska Maria, *expert senior analyse et suivi des politiques*

Ispanki György, *chef de projet eKnowVET*
Lipińska Patrycja, *chef de projet suivi des politiques et financement de l'EFPP*

Mughini Clara, *coopération recherche et politique et diffusion*

Nestler Katja, *chef de projet statistiques et indicateurs*

Panagiotou Roula, *secrétaire chefs de projet*

Pettigrew Mary Norah, *expert senior évaluation*

Puurunen Rauni-Elena, *secrétaire chefs de projet*

Schmid Eleonora, *chef de projet suivi des politiques*

Stimpson Alex, *chef de projet développement de statistiques et d'indicateurs*

Szovics Peter, *chef de projet approche sectorielle et financement*

Tchibozo Guy, *chef de projet rapport sur la recherche*

Van Loo Jasper Bastiaan, *chef de projet arène de recherche du Cedefop*

Van de Veerdonk Eleonore, *secrétaire chefs de projet*

Vouyouka Ismini, *assistance technique chef de projet*

Wintrebert Catherine, *secrétaire chefs de projet*

Zoppi Marena, *secrétaire publications et web*

Zukersteinova Alena, *chef de projet identification précoce des besoins de compétences*

2. Aire Coopération renforcée pour la formation tout au long de la vie

Chef de l'aire d'activités:

Brugia Mara

Katsaouni Pelagia, *secrétaire du chef de l'aire d'activités / correspondante budgétaire de l'aire*

Basiakou Joanne, *secrétaire chef de projet*

Berkat Maria, *secrétaire visites d'étude*

Bertzeletou Tina, *chef de projet qualité*

Bjørnåvold Jens, *chef de projet acquis de l'apprentissage*

De Martino Alessia, *secrétaire visites d'étude*

Feuerstein Michaela, *coordinatrice programme de visites d'étude*

Gadji Silke, *secrétaire visites d'étude*

Jemeljanova Irina, *chef de projet visites d'étude*

Karkanti Chrysoula-Giasemi, *secrétaire visites d'étude*

Kostakis Giorgos, *chef de projet visites d'étude*

Launikari Mika Tapio, *chef de projet orientation*

Lardinois de la Torre Rocio, *chef de projet TTnet*

Le Mouillour Isabelle, *chef de projet*

Musca Angela, *assistante visites d'étude*

Noutsia Yvonne, *secrétaire chefs de projet*

Nychas Christine-Evelyn, *secrétaire publications*

Oraiopoulou Vasiliki, *secrétaire chefs de projet*

Psifidou Irene, *chef de projet politiques d'EFP*

Skjerve Tormod, *chef de projet approche sectorielle*

Tissot Philippe, *chef de projet Europass et terminologie*

Wehrheim Stéphanie, *secrétaire visites d'étude*

White Caroline, *secrétaire chefs de projet*

Zahilas Loukas, *expert senior EFP*

3. Aire Communication, information et diffusion

Chef de l'aire d'activités:

Bausewein Gerd-Oskar

Karagiozopoulou Mary, *secrétaire du chef de l'aire d'activités*

Bainbridge Steve, *chef des publications*

Bensasson Simon

Bond David, *editing anglais*

Brenner Bettina,

bibliothécaire/documentaliste

Bustamante Jesus, *bibliothécaire système*

Cazals Madeleine, *secrétaire traduction française*

Clark Alison, *traduction*

Cloake Annette, *secrétaire traduction et editing anglais*

Crabbe David, *traducteur*

Dreyer Isabel, *coordinatrice design et production pour publications imprimées et autres médias*

Fotopoulou Zacharoula, *agent*

distribution/diffusion et production de publications

Frey Corinna, *traductrice / chef de projet*

Ioannides Michael, *assistant gestion contenu web*

Kanakoglou Vania, *enregistrement courrier*

Karamanoli Maria, *secrétaire service linguistique*

Mourmouris Despo, *coordinatrice service de conférences et d'interprétation*

Nezi Ioanna, *traductrice / chef de projet*

Roman Cosmin, *documentaliste*

Santos Maite, *documentaliste*

Seiffert Peter, *agent diffusion et gestion des stocks*
 Tanakidis Michalis, *assistant publications et diffusion*
 Toussaint Nancy, *manager web*
 Tsaika Annie, *secrétaire bibliothèque*
 Tzolas Ekaterina, *secrétaire du service bibliothèque et documentation*
 Willem Marc, *chef de la bibliothèque, de la documentation et des archives*
 Wolny Dagmar, *secrétaire publications et diffusion*

4. Aire Ressources

Chef de l'aire d'activités: Thierry
 Bernard-Guele

Kiorpelidou Josephina, *secrétaire*
 Manderscheid Ginette, *chef du service ressources humaines*
 Paraskevaïdis George, *chef du service finances et marchés publics*
 Tossounidis Lazaros, *chef du service TIC et infrastructure*
 Antoniou Spyros, *administrateur réseau et télécommunications et responsable protection des données*
 Assumel-Luridin Clotilde, *assistante administrative service marchés publics*
 Avramidou Kyriaki, *secrétaire formation et assistance administration*
 Bassou Dimitra, *secrétaire ressources humaines*
 Boucouvalas Vassilis, *technicien de conférences*
 Chatzitheodorou Lia, *standardiste/réceptionniste*
 Clark Alison, *coordinatrice formation*
 Deliopoulos Aris, *cuisinier*
 Dimakopoulos Dimitris, *chauffeur*
 Dovas Kalliope, *régie d'avances*
 Eleftheroudi Dimitra, *assistante marchés*

publics
 Fuchs Miriam, *conseillère juridique*
 Gayraud Bernard, *infrastructure du bâtiment et superviseur sécurité*
 Hamers Hélène, *administratrice senior*
 Joureau Philippe, *assistant comptable*
 Kalpakidi Athanasia, *comptable adjointe*
 Karamanis John, *développeur web / administrateur systèmes*
 Koufa Christina, *secrétaire ressources humaines*
 Kyparissa Martha, *enseignante garderie*
 Lantzoni Alexandra, *employée finances*
 Markoglou Anastassios, *agent courrier central / chauffeur*
 Mellios Thomas, *développeur applications*
 Mouffe Bernadette, *assistante finances*
 Nikolaïdis Dimitris, *manager restaurant*
 Papadopoulos Alexis, *employé inventaire*
 Papargeris Stella, *développeur web / administratrice banque de données*
 Pedersen Trine, *assistante du chef du service ressources humaines*
 Sakellariou Theodoros, *administrateur systèmes*
 Siaperas Athanassios, *administrateur TIC*
 Sirakov Yancho, *assistant marchés publics*
 Stogianou Elena, *secrétaire service marchés publics*
 Tanis Dimitris, *cuisinier*
 Temkow Stephen, *comptable*
 Theodoridis Theodoros, *secrétaire ressources humaines*
 Thomas-Kollias Isabelle, *assistance et gestion de projet systèmes informatiques*
 Zaveska-Deligianni Sarka, *enseignante garderie*
 Zekou Chryssa, *secrétaire chef du service TIC et infrastructure*

ANNEXE V

Visites d'étude en 2008 (*)

Phase pilote: mars-juin 2008

Type de visite	Nombre de visites programmées	Nombre de visites annulées	Nombre de visites effectuées
Éducation	143	16	127
Mixte	16	2	14
EFP	13	1	12
Total	172	19	153

Année académique 2008-2009

(a) septembre-décembre 2008

Type de visite	Nombre de visites programmées	Nombre de visites annulées	Nombre de visites effectuées
Éducation	67	12	55
Mixte	63	18	45
EFP	23	8	15
Total	153	38	115

(b) Année académique complète (septembre 2008 – juin 2009)

Type de visite	Nombre de visites programmées	Nombre de visites annulées	Nombre de visites effectuées
Éducation	152	23	129
Mixte	103	25	78
EFP	51	10	41
Total	306	58	248

(*) Données du 22 janvier 2009

A: mars-juin 2008 (phase pilote)

B: septembre-décembre 2008

C: septembre 2008-juin 2009

Visites d'étude par pays

Land	A	B	C
Autriche	6	4	10
Belgique	5	3	7
Bulgarie	5	6	9
Chypre	0	0	2
Rép. tchèque	3	7	9
Danemark	2	5	6
Estonie	4	4	7
Finlande	3	0	7
France	16	14	27
Allemagne	14	8	16
Grèce	3	2	4
Hongrie	3	6	7
Irlande	2	3	6
Italie	10	11	23
Lettonie	3	2	4
Lituanie	2	2	4
Luxembourg	1	0	1
Malte	0	1	1
Pays-Bas	3	5	8
Pologne	12	13	23
Portugal	10	3	13
Roumanie	5	5	8
Slovénie	4	3	5
Slovaquie	0	0	1
Espagne	18	7	26
Suède	7	5	9
Royaume-Uni	12	14	28
Turquie	13	20	30
Islande	1	0	1
Liechtenstein	0	0	
Norvège	5	0	4
Total	172	153	306

Participants aux visites d'étude

Nombre de...	A	C
demandes reçues	2 800	4 686
participants réels	1 510	2 595
participants ayant annulé	216	223

Participants aux visites d'étude par pays

Country	A	C
Autriche	45	101
Belgique	42	67
Bulgarie	39	44
Chypre	0	30
République tchèque	26	68
Danemark	24	46
Estonie	36	74
Finlande	37	101
France	109	186
Allemagne	90	106
Grèce	40	47
Hongrie	19	42
Irlande	22	67
Italie	82	221
Lettonie	28	39
Lituanie	10	36
Luxembourg	9	10
Malte	0	13
Pays-Bas	33	86
Pologne	58	83
Portugal	105	138
Roumanie	40	68
Slovénie	38	26
Slovaquie	0	
Espagne	198	296
Suède	87	100
Royaume-Uni	104	235
Turquie	118	191
Islande	12	16
Liechtenstein	0	0
Norvège	59	58
Total	1510	2595

ANNEXE VI

Coopération ETF-Cedefop

Progrès réalisés en 2008

1. Conformément au cadre de coopération entre le Cedefop et l'ETF, les deux agences ont aidé les pays candidats (Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie) à se familiariser avec l'évolution de la politique communautaire en matière d'enseignement professionnel, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie.
2. L'ETF utilise le Cedefop comme source d'informations et de bonnes pratiques dans l'UE et dans les pays de l'EEE en ce qui concerne l'enseignement et la formation professionnels (EFP) et le marché du travail, afin de soutenir les réformes économiques et sociales de pays non-membres de l'UE. Le Cedefop tire parti de l'expérience et des connaissances de l'ETF, tant dans les pays candidats que dans d'autres pays partenaires.
3. Un bref rapport intermédiaire conjoint ETF-Cedefop sur la coopération en 2008 a été présenté au Parlement européen en novembre 2008.
4. Les deux agences ont collaboré étroitement pour apporter un soutien technique et scientifique à la Commission dans la mise en œuvre de la coopération européenne renforcée dans le domaine de l'enseignement et la formation professionnels (processus de Copenhague) et dans ses efforts visant à faire avancer le programme de travail «Éducation et formation 2010».
5. La série d'ateliers de partage d'informations et de connaissances entre les deux agences s'est poursuivie en 2008. Un séminaire de partage des connaissances s'est tenu à Turin le 9 juin 2008. Les experts du Cedefop y ont présenté les prévisions sur les besoins de compétences, le financement de l'EFP et les projets sur le rôle changeant des certifications. Organisé à Thessalonique le 10 décembre 2008, le second séminaire était axé sur le développement des ressources humaines et sur les questions liées au développement des certifications.
6. Le groupe de travail conjoint Cedefop-ETF s'est réuni à deux reprises (9 juin 2008 et 10 décembre 2008) pour discuter du programme de travail conjoint et de la coopération future entre les deux agences et les pays candidats, ainsi que pour évaluer l'état d'avancement.

7. Le cadre de la coopération ETF-Cedefop sur les pays candidats a été financé sur le budget IAP approuvé par la Commission (DG ELARG) en 2007 et sur le budget de l'ETF. Dans ce contexte, plusieurs activités ont été menées à bien en 2008:
- en décembre 2008, le Cedefop a organisé à Thessalonique un événement de familiarisation consacré aux grands dossiers européens comme le CEC, EC-VET, ReferNet, Enseignants et formateurs (TTnet) et Europass. Cette manifestation a renforcé la visibilité du Cedefop. À cette occasion, d'importants experts en EFP, venus de Turquie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ont été informés des activités du Cedefop et des dernières avancées des politiques de l'UE en matière d'EFP;
 - le Cedefop a continué d'inviter des experts des pays candidats aux conférences ReferNet, TTnet et Skillsnet. La familiarisation des experts avec les activités de mise en réseau a encore amélioré la préparation à leur participation entière;
 - avec l'appui de l'ETF, le Cedefop a renforcé la participation de la Turquie et de la Croatie au programme de visites d'étude dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
 - des experts de Turquie, de Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine ont été invités aux Agoras du Cedefop. Les pays candidats ont été tenus au fait des activités du Cedefop et des priorités de l'UE;
 - l'ETF et le Cedefop ont organisé une mission conjointe en Turquie (Ankara, juillet 2008) en vue de présenter la coopération entre les deux institutions européennes ainsi que leurs responsabilités et domaines de travail respectifs.

ANNEXE VII

Coopération Cedefop-Eurofound (2008)

Le Cedefop et Eurofound ont lancé un projet conjoint intitulé *The contribution of collective bargaining to the development of Continuing Vocational Training (CVT) in Europe* [La contribution des négociations collectives au développement de la formation professionnelle continue (FPC) en Europe.]

Le principal objectif de l'étude est de décrire de quelle manière le dialogue social et la négociation collective contribuent au développement de politiques et d'initiatives en matière de FPC dans les États membres de l'UE et en Norvège, depuis l'instauration du processus de Copenhague en 2002 et à la lumière de l'agenda de Lisbonne.

Le projet s'attache en particulier aux points suivants:

- principales caractéristiques des systèmes nationaux de FPC;
- contribution, à différents niveaux, de la négociation collective à la conception et la mise en œuvre des systèmes de FPC, y compris l'illustration des principales caractéristiques des programmes de FPC convenus collectivement;
- positions des partenaires sociaux sur la FPC et grandes lignes du débat en cours à ce sujet, en mettant tout particulièrement l'accent sur les forces et les faiblesses des systèmes et politiques de FPC actuels.

Parmi les activités du projet, citons un rapport analytique comparatif sur la contribution de la négociation collective au développement de la FPC, ainsi que l'organisation d'une conférence de diffusion des résultats.

Vingt-huit rapports nationaux ont été remis par l'intermédiaire du réseau de correspondants EIRO d'Eurofound. Ils ont servi de base à la rédaction du rapport général. Tant le rapport général que les rapports nationaux ont été révisés et préparés pour diffusion au second semestre. Ils seront disponibles en ligne fin janvier 2009. Les résultats de l'étude ont déjà été utilisés, tant par Eurofound (pour un séminaire d'appui aux partenaires sociaux sur le développement des compétences) que par le Cedefop (pour ses activités de rapport sur les politiques).

En vue de diffuser les résultats de ce rapport ainsi que d'autres recherches et pratiques, un séminaire se tiendra les 9 et 10 février 2009 dans les locaux du Cedefop, à Thessalonique. Il s'adresse aux praticiens du domaine, à savoir les représentants des organisations sectorielles et interprofessionnelles des partenaires sociaux des États membres. Il a été annoncé sur les sites web du Cedefop et d'Eurofound en novembre 2008. Après ce séminaire, le Cedefop et Eurofound rédigeront une lettre d'information conjointe en vue de favoriser une distribution plus large et une plus grande visibilité des résultats de l'étude et du séminaire auprès des parties prenantes concernées au niveau européen, national et sectoriel.

ANNEXE VIII

ReferNet – Réseau de référence et d'expertise du Cedefop

Coordinateurs nationaux ReferNet

AT

M^{me} **Sabine Tritscher-Archan**
IBW – Institut für
Bildungsforschung der Wirtschaft
Rainergasse 38
1050 Wien, ÖSTERREICH
T +43 15451671-15
F +43 15451671-7715
M tritscher-archan@ibw.at
W www.ibw.at/
R www.refernet.at

BE

M. **Reinald Van Weydeveldt**
VDAB – Vlaamse Dienst voor
Arbeidsbemiddeling en
Beroepsopleiding
Kaizerlaan 11
1000 Brussel, BELGIË
T +32 25061321
F +32 25061561
M reinald.vanweydeveldt@
vdab.be
W www.vdab.be
R www.refernet.be

BG

M^{me} **Vanya Tividosheva**
HRDC – Bulgarian National
Observatory
Graf Ignatiev str. 15 – 4th floor
1000 Sofia, BULGARIA
T +359 29155086
F +359 29155049
M tividosheva@hrdc.bg
W www.hrdc.bg/news.php
R http://refernet.hrdc.bg/

CY

M^{me} **Yianna Korelli**
HRDA – Αρχή Ανάπτυξης
Ανθρώπινου Δυναμικού της
Κύπρου / Human Resource
Development Authority of Cyprus
Anavissou 2, Strovolos,
P.O. Box 25431
1392 Nicosia, CYPRUS
T +357 22390364
F +357 22428522
M y.korelli@hrdauth.org.cy
W www.hrdauth.org.cy
R www.refernet.org.cy

CZ

M^{me} **Věra Czesaná**
NVF – Národní Vzdělávací Fond /
National Training Fund
Opletalova 25
110 00 Praha 1, ČESKÁ REPUBLIKA
T +420 224500540
F +420 224500502
M czesana@nvf.cz
W www.nvf.cz/
R www.refernet.cz

DE

M^{me} **Ute Hippach-Schneider**
BIBB – Bundesinstitut für
Berufsbildung / Federal Institute
for Vocational Education and
Training
Robert-Schumann-Platz 3
53175 Bonn, DEUTSCHLAND
M hippach-schneider@bibb.de
W www.bibb.de
R www.refernet.de

DK

M. **Svend-Erik Povelsen**
CIRIUS
Fiolstræde 44
1171 København K, DANMARK
T +45 33957099
F +45 33957001
M sep@CiriusMail.dk
W www.ciriusonline.dk
R www.refernet.dk

EE

M^{me} **Kersti Raudsepp**
INNOVE – Elukestva Õppe
Arendamise Sihtasutus /
Foundation for Lifelong Learning
Development
Lõdtsa 4
11415 Tallinn, EESTI/ESTONIA
T +372 6998080
F +372 6998081
M kersti.raudsepp@innove.ee
W www.innove.ee
R www.innove.ee/refernet

EL

M^{me} **Katerina Kechagia**
OEEK – Οργανισμός
Επαγγελματικής Εκπαίδευσης
και Κατάρτισης / Organisation for
Vocational Education and Training
Ethnikis Antistasis 41 and
Karamanoglou
142 34 Athens, GREECE
T +30 2102709084
F +30 2102771829
M tm.spoudon@oEEK.gr
W www.oEEK.gr

ES**M^{me} Maria Luz De La Cuevas Torresano**

INEM – Servicio Público de Empleo Estatal / Ministerio de Trabajo y Seguridad Social
Condesa de Venadito 9
28027 Madrid, ESPAÑA

T +34 915859834

F +34 915859819

M mluz.cuevas@inem.es

W www.inem.es

R www.inem.es/inem/relint/referNet/index.html

HU**M. Tamás Köpeczi-Bócz**

OKMT – Oktatási és Kulturális Minisztérium Támogatáskezelő Igazgatósága / Observatory for Educational Development
Bihari János utca 5.
Budapest
1055, MAGYARORSZÁG/HUNGARY

T +36 13013161

F +36 13013163

M kopeczi.bocz.tamas@hepih.hu

W www.okmt.hu

R www.refernet.hu

IT**M^{me} Isabella Pitoni**

ISFOL – Istituto per lo sviluppo della formazione professionale dei lavoratori

via Lancisi 29
00161 Roma, ITALIA

T +39 0644590636

F +39 0644590639

M i.pitoni@isfol.it

W www.isfol.it

R www.isfol.it/BASIS/web/prod/document/DDD/rnet_hompag.htm

FI**M. Matti Kyrö**

OPH – Opetushallitus / Finnish National Board of Education
Hakaniemenranta 6
P.O. Box 380

FI-00531 Helsinki, SUOMI/FINLAND

T +358 40 348 7124

F +358 40 348 7865

M matti.kyro@oph.fi

W www.oph.fi

R www.oph.fi/info/refernet

IE**M^{me} Celia Flynn**

FÁS – Training and Employment Authority
P.O. Box 456
27-33 Upper Baggot Street
Dublin 4, IRELAND

T +353 16070536

F +353 16070634

M celia.flynn@fas.ie

W www.fas.ie

R www.fas.ie/en/refernet

LT**M^{me} Giedre Beleckiene**

PMMC – Profesinio mokymo metodikos centras / Methodological Centre for Vocational Education and Training
Geležinio Vilko g. 12
LT-01112 Vilnius
LIETUVA/LITHUANIA

T +370 52497126

F +370 52498183

M giedre@pmmc.lt

W www.pmmc.lt

R www.pmmc.lt/refernet

FR**M. Régis Roussel**

Centre INFFO – Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente
4 avenue du Stade de France
93218 Saint Denis de la Plaine Cedex, FRANCE

T +33 155939212

F +33 155931725

M r.roussel@centre-inffo.fr

W www.centre-inffo.fr

R www.centre-inffo.fr/Le-reseau-REFER-France.html

IS**M^{me} Dóra Stefánsdóttir**

Rannsóknáþjónusta Háskóla Íslands / Research Liaison Office of the University of Iceland
Dunhaga 5
107 Reykjavík, ICELAND

T +354 5254900

F +354 5528801

M rthj@hi.is

W www.hi.is

R www.refernet.is

LU**M. Claude Cardoso**

INFC – Institut National pour le développement de la Formation Professionnelle Continue
38, rue de l'Avenir
1147 Luxembourg, LUXEMBOURG

T +352 469612-201

F +352 469620

M claud.cardoso@infpc.lu

W www.infpc.lu/

LV**M^{me} Baiba Ramina**

AIC – Latvijas Akadēmiskās
informācijas centrs / Centre for
information on continuing
vocational training
Valnu iela 2

Rīga, LV-1050, LATVIJA

T +371 7225155

F +371 7221006

M baiba@aic.lv

W www.aic.lv

R www.aic.lv/refernet

NO**M^{me} Cecilia S. Lyche**

Utdanningsdirektoratet –
Norwegian Directorate for
Education and Training
P.O. Box 2924 Tøyen
0608 Oslo, NORWAY

T +47 23301239

F +47 23301299

M cecilia.lyche@
utdanningsdirektoratet.no

W www.utdanningsdirektoratet.no/

RO**M. Catalin Ghinararu**

INCSMPS – National Scientific
Research Institute for Labour and
Social Protection
Povernei Street nr. 6-8, Sector 1
010643 București, ROMÂNIA

T +40 213124069

F +40 213127593

M ghinararu@incsmprs.ro

W www.incsmprs.ro

MT**M. James Calleja**

Malta Qualifications Council
16/18, Tower Promenade
St Lucia

SLC 1019, MALTA

T +356 27540051

F +356 21808758

M james.j.calleja@gov.mt

W www.mqc.gov.mt

PL**M^{me} Agnieszka Luck**

BKKK – Biuro Koordynacji
Kształcenia Kadr / Co-operation
Fund Foundation

Ul. Górnoślaska 4A

00-444 Warszawa

POLSKA/POLAND

T +48 224509857

F +48 224509856

M aluck@cofund.org.pl

W www.cofund.org.pl

R www.refernet.pl

SE**M. Shawn Mendes**

Skolverket – Statens Skolverk /
Swedish National Agency for
Education

Alströmergatan 12

SE-106 20 Stockholm

SVERIGE

T +46 852733287

F +46 8244420

M Shawn.mendes@skolverket.se

W www.skolverket.se

NL**M. Karel Visser**

ECBO – Expertisecentrum
Beroepsonderwijs/ Centre of
Expertise VET

Pettelaarpark 1

Postbus 1585

5200 BP s-Hertogenbosch

NEDERLAND

T +31 736872500

F +31 736872505

M karel.visser@ecbo.nl

W www.ecbo.nl

R www.refernet.nl

PT**M^{me} Fernanda Ferreira and****Frau Isilda Fernandes**

DGERT – Direção-Geral do
Emprego e das Relações de
Trabalho

Praça de Londres, n.º 2-5.º

1049-056 Lisboa, PORTUGAL

T +351 218441405

F +351 218441466

M fernanda.ferreira@
dgert.mtss.gov.pt

M isilda.fernandes@
dgert.mtss.gov.pt

W www.dgert.mtss.gov.pt

R www.dgert.mtss.gov.pt/refernet

SI**M^{me} Metka Šlander**

CPI – Centra RS za poklicno
izobraževanje / National Institute
for Vocational Education and
Training

Ob železnici 16

SI-1000 Ljubljana

SLOVENIJA

T +386 15864207

F +386 15422045

M slander@cp.si

W www.cpi.si

R www.refernet.si

SK**M. Juraj Vantuch**

SIOV – Štátny inštitút odborného
vzdelávania/ Slovenské národné
observatórium odborného
vzdelávania / State Institute of
Vocational Education/ Slovak
National Observatory of
Vocational Education
Bellova 54/a, 831 01 Bratislava
SLOVENSKO/SLOVAKIA
T +421 254776774
F +421 254776774
M sno@siov.sk
W www.siov.sk
R http://siov.sk/refernet/

UK**M^{me} Natalia Cuddy**

QCA – Qualifications and
Curriculum Authority
83 Piccadilly
London
W1J 8QA
UNITED KINGDOM
T +44 2075095555
F +44 2075096546
M CuddyN@qca.org.uk
W www.qca.org.uk
R www.refernet.org.uk

Représentants nationaux ReferNet**AT****M. Peter Schlögl**

OEIBF – Österreichisches Institut
für Berufsbildungsforschung
F +43 13197772
M peter.schloegl@oeibf.at

BG**M^{me} Vanya Tividosheva**

Human Resource Development
Centre
T +359 29155086
F +359 29155049
M vtividosheva@hrdc.bg

DE**M^{me} Ute Hippach-Schneider**

BIBB – Bundesinstitut für
Berufsbildung
M hippach-schneider@bibb.de

BE**M. Reinald Van Weydeveldt**
(for the period 2008-2011)

VDAB – Vlaamse Dienst voor
Arbeidsbemiddeling en
Beroepsopleiding
T +32 25061321
F +32 25061561
M reinald.vanweydeveldt@
vdab.be

CY**M. Yiannis Mourouzides**

HRDA – Αρχή Ανάπτυξης
Ανθρώπινου Δυναμικού της
Κύπρου / Human Resource
Development Authority of Cyprus
T +357 22390367
F +357 22428522
M y.mourouzides@hrdauth.org.cy

DK**M. Svend-Erik Povelsen**

CIRIUS
T +45 33957099
F +45 33957001
M sep@CiriusMail.dk

CZ**M^{me} Věra Czesaná**

NVF – Národní Vzdělávací Fond /
National Training Fund
T +420 224500540
F +420 224500502
M czesana@nvf.cz

EE**M^{me} Kersti Raudsepp**

INNOVE – Elukestva Õppe
Arendamise Sihtasutus /
Foundation for Lifelong Learning
Development
T +372 6998086
F +372 6998081
M kersti.raudsepp@innove.ee

M^{me} Sigrid Dieu

FOREM
(for the period 2012-2015)
T +32 71206156
F +32 71206198
M sigrid.dieu@forem.be

EL

M^{me} Ermioni Barkaba
 OEEK – Οργανισμός
 Επαγγελματικής Εκπαίδευσης
 και Κατάρτισης / Organisation for
 Vocational Education and Training
T +30 2102709144
F +30 2102771829
M tm.t-v@oEEK.gr

ES

**M^{me} Maria Luz De La Cuevas
 Torresano**
 INEM – Servicio Público de
 Empleo Estatal. Ministerio de
 Trabajo y Seguridad Social
T +34 915859834
F +34 915859819
M mluz.cuevas@inem.es

FI

M. Matti Kyrö
 OPH – Opetushallitus / Finnish
 National Board of Education
T +358 40 348 7124
F +358 40 348 7865
M matti.kyro@oph.fi

FR

M. Régis Roussel
 Centre INFFO – Centre pour le
 développement de l'information
 sur la formation permanente
T +33 155939212
F +33 155931725
M r.roussel@centre-inffo.fr

HU

M. Tamás Köpeczi Bócz
 OKMT – Oktatási és Kulturális
 Minisztérium Támogatáskezelő
 Igazgatósága
T +36 13013161
F +36 13013163
M kopeczi.bocz.tamas@hepih.hu

IE

M^{me} Celia Flynn
 FAS The Training and
 Employment Authority
T +353 1 6070536
F +353 1 6070634
M celia.flynn@fas.ie

IS

M. Thòrir Ólafsson
 Ministry of Education,
 Science and Culture
T +354 5459500
M thorir.olafsson@mrn.stjr.is

IT

M^{me} Isabella Pitoni
 ISFOL – Istituto per lo sviluppo
 della formazione professionale
 dei lavoratori
T +39 0644590636
F +39 0644590639
M i.pitoni@isfol.it

LT

M^{me} Giedre Beleckiene
 PMMC – Profesinio mokymo
 metodikos centras /
 Methodological Centre for
 Vocational Education and Training
T +370 52497126
F +370 52498183
M giedre@pmmc.lt

LU

M. Jos Noesen
 Ministère de l'Education nationale
 et de la formation professionnelle
T +352 24785241
F +352 474116
M jos.noesen@men.lu

LV

M^{me} Baiba Ramina
 AIC – Latvijas Akadēmiskās
 informācijas centrs / Centre for
 information on continuing
 vocational training
T +371 7225155
F +371 7221006
M baiba@aic.lv

MT

M^{me} Margaret M Ellul
 Ministeru ta' l-Edukazzjoni,
 Żgħażaġh u Xogħol / Ministry of
 Education, Youth and Employment
T +356 25982440
F +356 25982339
M margaret.m.ellul@gov.mt

NL

M. Karel Visser
 ECBO – Expertisecentrum
 Beroepsonderwijs
T +31 736872500
F +31 736872505
M karel.visser@ecbo.nl

NO

M^{me} Anne Katrine Kaels
 Norwegian Directorate for
 Education and Training
T +47 23301200
F +47 23301299
M anne.katrine.kaels@
 utdanningsdirektoratet.no

PL

M^{me} Beata Puszczewicz
 Task Force for Training and
 Human Resources (BKKK)
T +48 224509800
F +48 224509856
M beatapu@cofund.org.pl

PT

M^{me} **Fernanda Ferreira** et
 M^{me} **Alexandra Teixeira**
 DGERT – Direção-Geral do
 Emprego e das Relações de
 Trabalho
T +351 218441405
F +351 218441466
M fernanda.ferreira@
 dgert.mtss.gov.pt

RO

M. Cesar Birzea
 IES – Institute of Educational
 Sciences
T +40 213136491
F +40 213121447
M cesar.birzea@ise.ro

SE

M. Shawn Mendes
 Skolverket – Statens Skolverk /
 Swedish National Agency for
 Education
T +46 852733287
F +46 8244420
M Shawn.mendes@skolverket.se

SI

M^{me} **Mojca Cek**
 CPI – Centra RS za poklicno
 izobrazevanje / State Institute of
 Vocational Education
T +386 15864223
F +386 15422045
M mojca.cek@cpi.si

SK

M. Juraj Vantuch
 Comenius University, Faculty of
 Education
T +421 2 50222300
F +421 2 44254958
M vantuch@fedu.uniba.sk

UK

M. Tom Leney
 QCA – Qualifications and
 Curriculum Authority
T +44 2075095392
F +44 2075096970
M leneyto@qca.org.uk

ANNEXE IX

Exécution du budget 2008

Titres	Budget initial	BRS	Transfert	A Budget final	B Engagement financier / Paiement (pour CP)
Titre 1 (Personnel)	10 568 000		-744 578	9 823 422	9 797 787
Titre 2 (Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement)	1 409 000		336 765	1 745 765	1 550 155
Titre 3 sauf Chapitre 31 CE	5 188 000		407 813	5 595 813	5 494 668
Titre 3 sauf Chapitre 31 CP	5 780 948	0	0	5 780 948	3 916 813
Budget total UE-27	17 165 000	0	0	17 165 000	16 842 610
Recettes affectées					
3100 (Participation de pays non membres)	404 322			404 322	0
3124 (Accord contrib. n° IPA/2008/149-549)	0	180 000		180 000	135 000
3125 (contrib. DG EMPL à Skillsnet)	0	600 000		600 000	600 000
Total Chapitre 31	404 322	780 000	0	1 184 322	735 000
Total Titre 3 (Dépenses opérationnelles) y compris recettes affectées	5 592 322	780 000	407 813	6 780 135	6 229 668
TOTAL BUDGET (y compris DG EMPL - IPA - pays AELE)	17 569 322	780 000	0	18 349 322	17 577 610

C Exécution en % du budget = B / A	D Engagement juridique	E Exécution actuelle – % du budget final = D / A	F Procédures en cours appel lancé	G Engagement juridique prévu sur engagements provisionnels	H – Engagements programmés renouvelle- ment ou FWC	I Report non auto- matique	Total pour l'année J = D + F + G + H + I	Exécution du budget prévue au 31/12/2008 K = J / A
99,74%	9 797 787	99,74%	0	0	0	7 038	9 804 825	99,81%
88,80%	1 550 155	88,80%	0	0	0	170 960	1 721 114	98,59%
98,19%	5 494 668	98,19%	0	0	0	0	5 494 668	98,19%
67,75%								
98,12%	16 842 610	98,12%	0	0	0	177 997	17 020 607	99,16%
0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0,00%
75,00%	135 000	75,00%	0	0	0	0	135 000	75,00%
100,00%	600 000	100,00%	0	0	0	0	600 000	100,00%
62,06%	735 000	62,06%	0	0	0	0	735 000	62,06%
91,88%	6 229 668	91,88%	0	0	0	0	6 229 668	91,88%
95,79%	17 577 610	95,79%	0	0	0	177 997	17 755 607	96,76%

ANNEXE X

ABB compact report (Budget par activités)

Area	Activity name	FTE	Title 1	Title 2	Title 3	Total
RPA	Research	13.27	1 123 507.45	155 175.17	561 587.50	1 840 270.12
RPA	Skill needs	6.84	502 595.31	79 998.58	186 653.56 ⁽³⁾	769 247.45
RPA	Policy analysis	17.79	1 376 532.79	208 042.79	932 160.42	2 516 736.00
RPA	European journal of vocational training	7.35	673 022.60	85 943.77	455 969.28	1 214 935.65
ECVL	Education and Training 2010	23.70	1 927 712.51	277 216.10	1 818 908.36	4 023 836.97
ECVL	Study visits	16.26	1 121 967.22	190 168.50	355 669.41 ⁽³⁾	1 667 805.13
ECVL	Supporting candidate countries	0.36	32 347.48	4 221.66	180 566.23	217 135.37
CID	Information and documentation	16.42	1 300 366.85	192 046.95	713 568.39	2 205 982.19
CID	External relations	5.69	402 554.84	66 539.61	103 821.00	572 915.45
CID	Content management	17.41	1 371 725.06	203 646.84	362 645.80	1 938 017.70
ABB (A)		125.09 ⁽⁴⁾	9 832 332.12	1 462 999.97	5 671 549.95	16 966 882.04
Budget (B)			10 210 450.00	1 463 000.00	6 675 872.00	18 349 322.00
(B) – (A)			378 117.88 ⁽¹⁾	0.03 ⁽²⁾	1 004 322.05 ⁽³⁾	1 382 439.96

⁽¹⁾ Title 1: The budget figure 2008 for Title 1 is higher than the actual figures reflected in the ABB because it provides for the retroactive salary increase (annual Council Regulation) and the promotions which are both due later in the year. In addition, unforeseen departures and an under-spending of the SNE budget are affecting the actual budget execution on Title 1.

⁽²⁾ Title 2: Small differences (EUR ~ 0.10) may occur between ABB and budget because of necessary rounding in calculations.

⁽³⁾ This difference of EUR 1 004 322 is due to:

(a) the total assigned revenue of EUR 404 322 on budget line 3100 (participation of non-member countries - Norway, Iceland) as, in accordance with the financial rules, appropriations carried over from previous years have to be used before the revenue of the current year; thus, the additional T3 budget allocated to ECVL/study visits (EUR 269 830) is booked on the accumulated reserve of of such contributions and not on the corresponding 2008 appropriations.

(b) the supplementary budget of EUR 600 000 on budget line 3125 (Contribution Agreement No 30-CE-0205942/00-61) approved as BRS2 and allocated to RPA/skill needs in November 2008.

⁽⁴⁾ Small differences in total FTE may occur between compact report and staff allocation per activity report. This is due to necessary rounding in calculations in the redistribution of FTE.

ANNEXE XI

Europass 2008

Lancé en février 2005 en anglais et en français, le site web Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>), développé et hébergé par le Cedefop pour la Commission, est désormais disponible en 26 langues.

Statistiques 2008

L'utilisation du portail Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>) augmente constamment:

- **plus de 6 millions** de visites (14 millions depuis février 2005);
- **5,6 millions** de documents téléchargés (12,6 millions depuis février 2005); principaux documents téléchargés: modèles de CV, instructions et exemples;
 - (a) tranche d'âge des utilisateurs en ligne du CV: 45 % des utilisateurs ont moins de 25 ans et seulement 18 % ont plus de 35 ans;
 - (b) cinq principales langues maternelles des utilisateurs en ligne du CV: portugais, italien, allemand, hongrois et espagnol;
- **plus de 2 millions** de documents produits en ligne (2 026 000 CV et 44 000 PEL) (4 390 000 documents produits en ligne depuis février 2005).

Nouveautés en 2008

De nombreuses améliorations ont été apportées au site web Europass, notamment:

- champs mieux structurés dans le CV en ligne pour une meilleure interopérabilité;
- coopération avec la DG Emploi pour une interopérabilité totale entre Europass et Eures (prévue en juin 2009);
- mise à jour des ressources techniques Europass XML schema (v.2.0);
- rapports statistiques en ligne fournissant des données sur le site web Europass (activité par mois/année, par pays/langue).

ANNEXE XII

Principales publications 2008

Titre

Description

Formation et enseignement professionnels en Slovénie – Une brève description	Publié sous la présidence slovène de l'UE, ce rapport sur l'enseignement et la formation professionnels en Slovénie fait partie d'une série de rapports publiés régulièrement par le Cedefop sur les systèmes d'enseignement et de formation professionnels nationaux.
Validation de l'apprentissage non formel et informel en Europe. État des lieux en 2007	Basé sur la mise à jour 2007 approfondie de l'inventaire européen de la validation de l'apprentissage non formel et informel, ce rapport esquisse quelques grandes tendances dans ce domaine et aborde les grands défis à relever dans les années à venir en matière de validation de l'apprentissage non formel et informel.
<i>Future skills in Europe</i> (Compétences futures en Europe)	Cette publication établit une hypothèse d'évolution à moyen terme, cohérente et complète, de l'emploi et des besoins de compétences dans l'ensemble de l'Europe. Elle formule des projections macroéconomiques et des scénarios alternatifs pour chaque État membre et rassemble les résultats à l'échelle européenne. Elle fournit des données quant à l'évolution future de l'emploi par secteur économique, activité et niveau de qualification jusqu'en 2015 et utilise des données comparatives pour tous les États membres.
<i>The shift to learning outcomes</i> (Vers une approche orientée sur les résultats de l'apprentissage)	Cette publication est une étude comparative détaillée de la manière dont les politiques et les pratiques en matière d'éducation et de formation dans 32 pays progressent vers l'approche orientée sur les résultats de l'apprentissage. L'étude se penche aussi sur la façon dont la coopération européenne dans tous les domaines de l'apprentissage (y compris l'enseignement supérieur) intègre cette approche, comme l'attestent les travaux actuels sur les cadres de certification européens et nationaux.
De la politique à la pratique: une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe	La résolution du Conseil sur l'orientation tout au long de la vie (mai 2004) a appelé à réformer les politiques, les systèmes et les pratiques en matière d'orientation en Europe. Ce rapport tend à établir le bilan des progrès accomplis dans la réforme des services d'orientation de carrière. Tous les États membres de l'Union européenne ainsi que la Norvège ont précisé dans quelle mesure ils s'étaient conformés aux cinq domaines prioritaires identifiés dans la résolution du Conseil. Le rapport énumère les progrès, les tendances et les défis significatifs des systèmes et politiques d'orientation. Il énonce les pratiques intéressantes, susceptibles d'inspirer les décideurs et les praticiens.

Langue(s)	Référence bibliographique	Lien
allemand, anglais, français	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/486/4072_de.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/486/4072_en.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/486/4072_fr.pdf
allemand, anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/493/4073_en.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/493/4073_fr.pdf
anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/485/4078_en.pdf
allemand, anglais		http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/494/4079_de.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/494/4079_en.pdf
allemand, anglais, français	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 149)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/505/5182_de.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/505/5182_en.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/505/5182_fr.pdf

Titre	Description
<i>Career development at work</i> (Évolution de carrière au travail)	De quelle manière les emplois devraient-ils appuyer l'évolution de carrière? Cet examen des dispositions en matière d'orientation dans les 25 États membres passe en revue les meilleures pratiques, examine l'impact des TIC et étudie le rôle joué par les intermédiaires tels que les syndicats et les sociétés de conseil privées.
Création et développement de forums nationaux sur la politique d'orientation tout au long de la vie	Des données adéquates et pertinentes sont capitales pour cerner les tenants et aboutissants de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP). Cette publication inventorie les données EFP disponibles dans les recueils, actuels et prévus, des enquêtes et des données d'Eurostat. Elle clarifie le champ d'application actuel et futur des statistiques EFP ainsi que les grandes difficultés méthodologiques rencontrées quand on compare et combine des sources de données différentes et des philosophies d'amélioration à court, moyen et long termes.
<i>Sectoral training funds in Europe</i> (Fonds sectoriels de formation en Europe)	Ce manuel s'inscrit dans le cadre du soutien apporté aux États membres dans le renforcement de structures permettant une formulation et une mise en œuvre plus efficaces de la politique d'orientation. Il identifie les initiatives marquantes et les bonnes pratiques, mais il donne également des indications sur les choix stratégiques que les États membres ont faits et les approches expérimentales qu'ils ont adoptées lors de l'établissement de leurs forums nationaux d'orientation. Cette publication est un outil idéal pour les décideurs politiques et pour les responsables des politiques, pratiques et systèmes nationaux et régionaux d'orientation dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi.
<i>Sectoral training funds in Europe</i> (Fonds sectoriels de formation en Europe)	Cette publication explore les divers types de fonds mis en place dans toute l'Europe et passe en revue leurs avantages et leurs inconvénients. Les fonds sectoriels visent à mobiliser des ressources complémentaires en faveur de la formation continue ainsi qu'à répondre aux besoins de secteurs spécifiques.
Formation et enseignement professionnels en France – Une brève description	Publié sous la présidence française de l'UE, ce rapport sur l'enseignement et la formation professionnels en France fait partie d'une série de rapports publiés régulièrement par le Cedefop sur les systèmes d'enseignement et de formation professionnels nationaux.
<i>Skill needs in Europe: focus on 2020</i> (Besoins de compétences en Europe: horizon 2020)	Les futurs besoins de compétences figurent en tête de l'agenda politique de l'Europe. Pour appuyer la Commission européenne dans la préparation de sa communication intitulée <i>Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux</i> , le Cedefop a revu ses précédentes prévisions et a étendu l'horizon de 2015 à 2020. Ce manuel détaille les conclusions actualisées.

Langue(s)	Référence bibliographique	Lien
anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 151)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/504/5183_en.pdf
anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 161)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/510/5185_en.pdf
allemand, français	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 153)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/508/5188_en.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/508/5188_fr.pdf
anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 156)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/499/5189_en.pdf
allemand, anglais, français	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/511/5190_de.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/511/5190_en.pdf http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/511/5190_fr.pdf
anglais	Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2008 (série Panorama du Cedefop; 160)	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/498/5191_en.pdf

ANNEXE XIII

Principales conférences 2008

Titre	Date	Lieu
Séminaire sur les comptes individuels de formation: favoriser le financement de l'enseignement et de la formation professionnels continus <i>(Seminar on Individual learning accounts: an incentive for financing continuing vocational education and training)</i>	31 janvier 2008	Cedefop
Des compétences pour l'Europe de demain – Conférence Cedefop Skillsnet Agora <i>(Skills for Europe's future – Cedefop Skillsnet Agora Conference)</i>	21-22 février 2008	Cedefop
Qualité dans l'enseignement et la formation EFP <i>(Quality in VET teaching and training)</i>	27-29 février 2008	Dublin
Séminaire d'information à l'intention des partenaires sociaux au sujet des visites d'étude consolidées pour spécialistes de l'éducation et de la formation professionnelle	28-29 février 2008	Cedefop

Brève description

Lien

Le 31 janvier 2008, le séminaire du Cedefop intitulé «Comptes individuels de formation: favoriser le financement de l'enseignement et de la formation professionnels continus» s'est tenu à Thessalonique. Il a présenté les résultats de recherche sur le financement de l'EFPC au moyen de ces comptes. Le séminaire a réuni 21 participants (praticiens, chercheurs et décideurs) venus d'Europe, du Canada et des États-Unis. Ils ont reconnu que les comptes individuels de formation étaient de nature à jouer un rôle dans la concrétisation des objectifs de l'UE définis par le processus de Copenhague, qui fait partie intégrante de la stratégie de Lisbonne. Parmi les sujets abordés, citons la manière dont les politiques et les services de l'emploi publics développent les comptes individuels de formation et les relient à la gestion de carrière et à la formation, les pistes de cofinancement de ces comptes par les partenaires sociaux et les constats dressés par les évaluations des plans pilotes en cette matière. Il est possible de tirer certains enseignements politiques évidents en comparant les projets pilotes présentés lors du séminaire. Certains problèmes et défis subsistent néanmoins.

<http://www.cedefop.europa.eu/etv/news/default.asp?idnews=3098>

Pour la première fois, la conférence a annoncé les résultats de la prévision à moyen terme en matière de besoins de compétences professionnelles en Europe, établie par le Cedefop. Elle a diffusé d'autres informations sur les futurs besoins de compétences, collectées et partagées entre experts et chercheurs du réseau Skillsnet du Cedefop. Elle a aussi abordé les conclusions et les futurs projets du réseau avec les décideurs politiques, les partenaires sociaux, les praticiens et toutes les autres parties prenantes concernées.

<http://agora.cedefop.europa.eu/skillsnet2008>

<http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&sub=1&read=2918>

L'objectif de l'atelier était double. D'une part, les participants ont abordé les améliorations à apporter au cadre de compétences destiné aux enseignants et aux formateurs de l'EFP, mis au point par TTnet (réseau formation des formateurs). D'autre part, l'atelier visait à identifier et aborder différents concepts et pratiques de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels au sein des 22 pays membres de TTnet.

<http://www.cedefop.europa.eu/etv/news/default.asp?idnews=3154>

Les principaux objectifs du séminaire étaient de présenter aux partenaires sociaux les avantages qu'ils peuvent retirer du programme de visites d'étude et de sensibiliser les représentants des agences nationales à la façon de répondre au mieux aux besoins desdits partenaires.

<http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&read=3292>

Titre	Date	Lieu	
<i>(Information seminar for social partners on the consolidated study visits for education and vocational training specialists)</i>			
Groupe élargi de coordination Rapport sur les politiques <i>(Enlarged coordination group Policy reporting)</i>	8 avril 2008	Cedefop	
Réunion à propos du groupe technique sur l'évaluation des visites d'étude et les instruments y afférents <i>(Meeting on the technical group on assessment and evaluation tools for study visits)</i>	17 avril 2008	Cedefop	
Réunion annuelle du programme des visites d'étude <i>(Annual meeting of the study visits programme)</i>	26-27 mai 2008	Cedefop	
Atelier de réflexion de l'arène de recherche du Cedefop sur l'inadéquation des compétences <i>(Cedefop Research Arena Skill Mismatch Brainstorming Workshop)</i>	30 mai 2008	Cedefop	
Conférence Agora XXVIII «Investir dans l'humain: stratégies de financement de l'EFV» <i>(Agora XXVIII Conference "Investing in people: Strategies for financing VET")</i>	19-20 mai 2008	Cedefop	

Brève description	Lien
Présenter les résultats initiaux du questionnaire du Cedefop aux DGVT et parler de leur impact sur le communiqué de Bordeaux. Évoquer aussi les prochaines étapes de travail, en particulier les rapports nationaux attendus de ReferNet.	
Ce groupe de travail a pour mission de mettre au point les instruments et de formuler des recommandations en vue d'effectuer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme, ainsi que d'analyser son incidence et de valoriser ses résultats. La première réunion s'est concentrée sur le rapport de fin de visite.	
La réunion avait pour principale mission d'évaluer l'expérience des visites d'étude menées de mars à juin 2008 et de convenir des approches à mettre en œuvre lors des visites d'étude qui auront lieu de septembre 2008 à juin 2009, en vue de contribuer à la qualité du programme.	http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&read=3402
L'atelier a réuni des experts internationaux des questions d'inadéquation des compétences. Il a fixé cinq priorités pour les recherches qui seront menées prochainement sur ce thème. 1. Améliorer la mesure des compétences et de leur inadéquation; 2. Examiner la persistance de l'inadéquation des compétences et ses répercussions; 3. Améliorer la compréhension des processus d'inadéquation des compétences, de sa dynamique et de ses conséquences 4. S'intéresser plus particulièrement à l'inadéquation des compétences chez les groupes vulnérables sur le marché de l'emploi ; 5. Optimiser la disponibilité des données.	http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&read=3510
La conférence a donné un aperçu des efforts consentis par les pays pour améliorer les investissements publics et privés dans l'EFP au travers d'approches de répartition des coûts: incitants fiscaux, fonds de formation (sectoriels), titres-formation, comptes individuels de formation, régimes d'épargne et prêts. La conférence a examiné des données probantes sur l'efficacité, l'efficience et le caractère équitable de ces approches et la complémentarité des fonds de l'UE dans les ressources nationales.	http://agora.cedefop.europa.eu/vetfinancing2008/

Titre	Date	Lieu	
Besoins de compétences dans le secteur des soins de santé <i>(Skill needs in the Health care sector)</i>	22-23 mai 2008	Cedefop	
Les enquêtes menées auprès des employeurs: instrument de détection des besoins de compétences <i>(Employers' surveys as a tool for identification of skill needs)</i>	22-23 mai 2008	Paris/Frankreich	
Prévision à moyen terme de l'offre de compétences en Europe: résultats intermédiaires <i>(Medium-term forecast of skills supply in Europe: interim results)</i>	2-3 juin 2008	Cedefop	
Séminaire d'apprentissage entre pairs sur les forums nationaux sur la politique d'orientation tout au long de la vie <i>(PLE on National Lifelong Guidance policy Forums)</i>	4-5 juin 2008	Cedefop / Thessalonique	
Première conférence sur les «Points de référence nationaux: un réseau pour la qualité dans les États membres» <i>(“National Reference Points: a Network for Quality in the member states”)</i>	5-6 juin 2008	Cedefop / Thessalonique	

Brève description	Lien
En coopération avec la commission du dialogue social européen dans le secteur hospitalier au sein de l'Union européenne (EPSU et HOSPEM), le Cedefop a organisé un atelier visant à circonscrire les grandes tendances et les futurs besoins de compétences dans le secteur des soins de santé. Il s'est penché en particulier sur l'interaction entre technologie, TIC et besoins de compétences, gestion des soins de santé et besoins en matière d'éducation et de formation dans ce secteur.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/Skillsnet/events.asp?idnews=3275
En coopération avec l'OCDE, le Cedefop a organisé un second atelier d'experts portant sur une approche commune des enquêtes menées auprès des employeurs en tant qu'instrument de détection des besoins de compétences. Son objectif était de discuter les propositions en faveur d'une future approche générale et les étapes spécifiques à venir, ainsi que d'identifier les questions fondamentales sur les besoins de compétences dans l'optique d'une enquête européenne conjointe et/ou d'un module d'enquêtes nationales commun. Il entendait aussi discuter les résultats disponibles des enquêtes nationales liées à ces questions, y compris la grande expérience acquise par certains pays de l'OCDE hors Europe, et proposer les prochaines étapes spécifiques pour un suivi ultérieur.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/Skillsnet/events.asp?idnews=3327
Le Cedefop a organisé cet atelier avec son réseau d'experts pour la détection précoce des besoins de compétences (Skillsnet) dans le cadre du projet de prévision des compétences. Le principal objectif était de discuter, avec les experts nationaux, les données et les résultats intermédiaires de la prévision à moyen terme de l'offre de compétences en Europe.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/Skillsnet/events.asp?idnews=3500
Ce séminaire visait l'échange d'expertise et d'expériences concernant la désignation de forums nationaux d'orientation ainsi que le développement et la mise en œuvre de leurs plans d'action de manière efficace, durable et tournée vers l'avenir. En outre, l'événement entendait stimuler l'action à venir pour renforcer le rôle des forums nationaux d'orientation ainsi qu'amener l'ensemble des acteurs clés et des parties prenantes à prendre plus intensément part au débat sur l'élaboration des politiques d'orientation tout au long de la vie dans les États membres et au sein de l'UE.	http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&sub=6&read=3506
Réunir dix-sept points de référence nationaux existants et réfléchir ensemble à leur rôle de passerelle entre le niveau européen et ENQA-VET, d'une part, et le niveau national, d'autre part. Procéder à un échange de vues sur les conditions et les critères requis pour leur permettre de mener à bien leur mission.	The Cedefop virtual community on quality assurance in VET http://communities.cedefop.europa.eu/quality

Titre	Date	Lieu	
Séminaire sur les partenaires sociaux et les fonds de formation sectoriels en Europe: mobiliser les ressources, partager les coûts et les responsabilités <i>(Social partners and sectoral training funds in Europe: Mobilising resources, sharing costs and responsibilities)</i>	25-26 septembre 2008	Cedefop	
Atelier sur les travailleurs seniors <i>(Workshop on older workers)</i>	29-30 septembre 2008	Cedefop	
Futurs besoins de compétences pour l'économie verte <i>(Future skill needs for the green economy)</i>	6-7 octobre 2008	Cedefop	
Conférence européenne sur les compétences numériques <i>(European e-Skills Conference)</i>	9-10 octobre 2008	Cedefop	
Assemblée plénière annuelle de ReferNet <i>(ReferNet Annual Plenary meeting)</i>	16-17 octobre 2008	Cedefop	

Brève description	Lien
Un séminaire du Cedefop a révélé que les fonds de formation sectoriels établis dans 15 pays européens constituent des moyens de plus en plus importants pour financer et dispenser une formation ciblée ainsi que pour fournir des orientations, prodiguer des conseils et formuler des prévisions sur les besoins de formation. Jusqu'ici, ces fonds se sont montrés moins performants pour ce qui est de fournir ces services aux employés des petites entreprises, en particulier des très petites entreprises. Durant le séminaire, qui a réuni des représentants des partenaires sociaux et des gestionnaires de fonds de plusieurs pays de l'UE (Belgique, Chypre, Danemark, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni et Islande), le Cedefop a présenté sa nouvelle publication intitulée <i>Sectoral Training Funds in Europe</i> (Fonds sectoriels de formation en Europe).	http://www.cedefop.europa.eu/index.asp?section=3&sub=1&read=3667
L'atelier a rassemblé un forum international de chercheurs et d'experts de 18 pays. Il a offert un nouvel éclairage sur le vieillissement et le travail afin de fournir une base d'informations pour les politiques centrées sur le vieillissement actif qui sont en train de se faire jour dans de nombreuses sociétés industrialisées. Le Cedefop a l'intention de publier les débats en ligne et dans sa série Panorama.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/news/default.asp?idnews=3804
Le Cedefop a organisé cet atelier international avec son réseau d'experts pour la détection précoce des besoins de compétences (Skillsnet) en vue de définir les tendances clés et les futurs besoins de compétences dans le domaine de l'économie verte. Les emplois verts nécessitent de nouvelles compétences dans des domaines neufs et émergents. La détection de ces compétences en devenir pourrait renforcer l'efficacité des mesures de lutte contre les changements climatiques.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/Skillsnet/events.asp?idnews=3800
La conférence a attiré 150 participants de 34 pays, représentant des gouvernements, des organisations de partenaires sociaux, des universités et d'autres institutions de l'UE. Elle est arrivée à la conclusion que l'Europe développe de plus en plus son capital humain pour être compétitive au niveau mondial. Elle a constaté que des avancées notables étaient réalisées pour tendre vers l'objectif essentiel de mise en œuvre d'une stratégie à long terme en matière de compétences numériques.	http://eskills.cedefop.europa.eu/conference2008/ http://www.cedefop.europa.eu/etv/News/default.asp?idnews=3401
Quarante-neuf participants du réseau ReferNet, dont 1 représentant pour la Turquie et un pour la Croatie. Également 1 représentant d'Eurydice. Assemblée plénière consacrée à la préparation finale du programme de travail 2009.	http://livelink/livelink/livelink.exe/fetch/2000/199537/216260/20709758/customview%2Ehtml?func=ll&objId=20709758&objAction=browse&viewType=1

Titre	Date	Lieu	
Séminaire de partage des connaissances à l'intention des organisateurs de visites d'étude (<i>Knowledge sharing seminar for organisers of study visits</i>)	3-4 novembre 2008	Cedefop	
Prévision à moyen terme de l'offre de compétences en Europe: résultats finals (<i>Medium-term forecast of skills supply in Europe: final results</i>)	11-12 décembre 2008	Cambridge	
Atelier de familiarisation à l'intention des pays candidats (<i>Familiarisation workshop for the candidate countries</i>)	11-12 décembre 2008	Cedefop	

Brève description	Lien
Priorités 1. Retour d'information quant aux rapports sur les politiques nationales alimentant le rapport sur les politiques du Cedefop 2. Meilleure définition du champ d'application et de l'objectif des activités 2009, y compris les rapports de recherche nationaux sur l'EFPP 3. Préparation du nouveau modèle pour les Thematic Overviews 4. Session consacrée au retour d'information régional.	
Le séminaire a fourni des informations et des conseils aux organisateurs des visites d'étude 2008/2009 sur la manière d'organiser au mieux les visites qui étayent la coopération politique et le développement de l'éducation et de la formation, tant au niveau de l'UE que des pays participants. Le séminaire a inclus des présentations formelles, des débats ouverts, des présentations pratiques de visites d'étude réussies, des ateliers de partage des connaissances, des retours d'information et des séances de recommandation. Les principaux enseignements du séminaire sont publiés en ligne en soutien à l'ensemble des organisateurs.	http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=5&artid=6631&scid=80&artlang=EN&per_id=2509
Le Cedefop a organisé le sixième atelier technique sur la prévision des compétences européennes, avec la participation d'experts de Skillsnet (réseau Cedefop pour la détection précoce des besoins de compétences). L'atelier a discuté les résultats finals préliminaires de la prévision à moyen terme de l'offre de compétences en Europe.	http://www.cedefop.europa.eu/etv/Projects_Networks/Skillsnet/events.asp?idnews=4093
L'atelier était organisé dans les locaux du Cedefop à l'intention de 50 experts de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Turquie. Il a eu lieu les 11 et 12 décembre 2008. Son objectif était d'appuyer la participation et l'implication actives des représentants des pays candidats dans le transfert de connaissances sur les avancées de la politique communautaire en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. L'atelier visait aussi à faciliter l'échange d'expériences pour engendrer une compréhension mutuelle des enjeux de l'EFPP entre l'UE et les pays candidats. La manifestation a renforcé la visibilité du Cedefop dans les pays candidats.	

ANNEXE XIV

Le Cedefop dans les principaux documents communautaires de la Commission et du Conseil

Sources: EUR-Lex, Factiva, Registre public des documents du Conseil, Registre de documents de la Commission.

(Les documents concernant les comptes financiers du Cedefop, la décharge, les avis de vacance, les ordonnances du Tribunal de 1^{re} instance et les documents relatifs aux marchés publics ont été exclus.)

2008

1. **Conclusions du Conseil** et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, **sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels (EFP)**. Journal officiel de l'Union européenne, C 18, 24.1.2009, p. 6-10.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:018:0006:0010:FR:PDF>
2. **Résolution du Conseil** et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 21 novembre 2008 - «Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie». Journal officiel de l'Union européenne, C 319, 13.12.2008, p. 4-7.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:319:0004:0007:FR:PDF>
3. **Communiqué de Bordeaux sur la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels**: Communiqué des ministres européens de l'enseignement et de la formation professionnels, des partenaires sociaux européens et de la Commission européenne réunis à Bordeaux le 26 novembre 2008 pour revoir les priorités et les stratégies du processus de Copenhague.
http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/bordeaux_fr.pdf
4. **Commission staff working document**: accompanying document to the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: **Multilingualism: an asset for Europe and a shared commitment: an inventory of Community actions in the field of multilingualism** and results of the online public consultation. (SEC(2008) 2443, 18.9.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2008:2443:FIN:EN:PDF>
5. **Document de travail des services de la Commission** accompagnant la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. **Multilinguisme**: un atout pour l'Europe et un engagement commun. **Résumé de l'analyse d'impact** (SEC(2008) 2445, 18.9.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2008:2445:FIN:FR:PDF>
6. **Commission staff working document** accompagnant la Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: **improving competences for the 21st century: an agenda for European cooperation on schools**. (SEC(2008) 2177, 3.7.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2008:2177:FIN:EN:PDF>
7. Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relatif à l'évaluation externe du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (COM(2008) 356 final, 13.6.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0356:FIN:FR:PDF>

8. **Conclusions du Conseil** du 22 mai 2008 sur l'éducation et la formation des adultes. Journal officiel de l'Union européenne, C 140, 6.6.2008, p. 10-13.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:140:0010:0013:FR:PDF>
9. Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un **cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels** (COM(2008) 179 final, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0179:FIN:FR:PDF>
10. **Commission staff working document**: accompanying document to the Proposal for a Recommendation of the European Parliament and of the Council on the establishment of a European quality assurance reference framework for vocational education and training (**EQARF**): **impact assessment**. (SEC(2008) 440, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52008SC0440:EN:NOT>
11. Document de travail des services de la Commission accompagnant la Proposition de Recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (**CERAQ**) – **Résumé de l'analyse d'impact** (SEC(2008) 441, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52008SC0441:FR:HTML>
12. Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil **établissant le système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET)** (COM(2008) 180 final, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0180:FIN:FR:PDF>
13. Commission staff working document: accompanying document to the Proposal for a Recommendation of the European Parliament and of the Council on the establishment of a European Credit System for Vocational Education and Training (**ECVET**): **impact assessment**. (SEC(2008) 442, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52008SC0442:EN:NOT>
14. Document de travail des services de la Commission accompagnant la Proposition de Recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (**ECVET**) – **Résumé de l'analyse d'impact** (SEC(2008) 443, 9.4.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52008SC0443:FR:HTML>
15. Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil **Agences européennes – Orientations pour l'avenir** (COM(2008) 135 final, 11.3.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0135:FIN:FR:PDF>
16. **Commission staff working document** accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament and the Council: **European agencies: the way forward**. (SEC(2008) 323, 11.3.2008).
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/2/2008/EN/2-2008-323-EN-1-0.Pdf>
17. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des

régions. **Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux.** Anticiper et faire coïncider les compétences requises et les besoins du marché du travail. (COM (2008) 868 final, 16.12.2008).

http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/com868_fr.pdf

18. **Commission staff working document** accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament and the Council: **new skills for new jobs: better matching and anticipating labour market needs.** (SEC(2008) 3058, 18.12.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2008:3058:FIN:EN:PDF>
 19. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. **Un cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation** (COM(2008) 865 final, 16.12.2008).
http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/com865_fr.pdf
 20. **Commission staff working document** accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament and the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: **an updated strategic framework for European cooperation in education and training: impact Assessment.** (SEC(2008) 3047, 16.12.2008).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SEC:2008:3047:FIN:EN:PDF>
- 2007
1. **Commission staff working document:** The single market: review of achievements: accompanying document to the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: **a single market for 21st century Europe.** (SEC (2007) 1521 final, 20.11.2007).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC1521:EN:HTML>
 2. **Résolution du conseil du 15 novembre 2007 sur les compétences nouvelles pour des emplois nouveaux.** Journal officiel de l'Union européenne, C 290, 4.12.2007, p. 1-3.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:290:0001:0003:EN:PDF>
 3. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. **L'éducation et la formation tout au long de la vie au service de la connaissance, de la créativité et de l'innovation.** Projet de rapport d'étape conjoint 2008 du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du programme de travail «Éducation et formation 2010» (COM(2007) 703 final, 12.11.2007).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0703:FIN:FR:PDF>
 4. **Commission staff working document:** annexes to the report from the Commission to the Council and the European Parliament – 2006: **Report on PHARE, pre-accession** and transition instruments country sections & additional information. (SEC (2007) 1462 final, 6.11.2007).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC1462:EN:HTML>
 5. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil abrogeant la décision 85/368/CEE du Conseil concernant la **correspondance des qualifications de formation professionnelle** entre États membres des Communautés européennes (COM (2007) 680 final, 6.11.2007).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0680:FIN:EN:PDF>
 6. **Commission staff working document** accompanying document to the Communication from the Commission: **freight transport logistics**

action plan: impact assessment. (SEC (2007) 1320 final, 18.10.2007)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC1320:EN:HTML>

7. **Commission staff working document** accompanying document to the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: **Mid-term review of industrial policy: a contribution to the EU's growth and jobs strategy** (SEC (2007) 917 final, 4.7.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC0917:EN:HTML>

8. **Commission working document:** report on the implementation of the **action plan "Promoting language learning and linguistic diversity"**. (SEC (2007) 1222 final, 25.9.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC1222:EN:HTML>

9. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions **Des compétences numériques pour le XXI^e siècle: stimuler la compétitivité, la croissance et l'emploi** (COM (2007) 496 final, 7.9.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0496:FIN:EN:PDF>

10. **Commission staff working document:** accompanying document to the Communication from the Commission to the Council and the European Parliament: **Improving the Quality of Teacher Education: Impact Assessment** {COM(2007)392}: {SEC(2007)933}: this report commits only the Commission's services involved in its preparation and does not prejudge the final form of any decision to be taken by the Commission. (SEC (2007) 931 final, 3.8.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC0931:EN:HTML>

11. **Avis** du Comité économique et social européen sur la «Proposition de recommandation

du Parlement européen et du Conseil établissant le **cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie**». Journal officiel de l'Union européenne, C 175, 27.7.2007, p. 74-77.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:175:0074:0077:FR:PDF>

12. **Commission staff working document:** developments since the 2005 Communication on industrial policy: **economic situation and challenges: status of initiatives launched**. (SEC (2007) 892 final, 22.6.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC0892:EN:HTML>

13. **Mettre en œuvre le Programme communautaire de Lisbonne.** Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie. (COM (2006) 479 final, 5.9.2006).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0479:FIN:FR:PDF>

14. **Commission staff working document:** annex to the Report from the Commission to the Council and the European Parliament 2005: **report on PHARE, pre-accession and transition instruments:** country sections & additional information. (SEC (2007) 11, 12.1.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC0011:EN:HTML>

15. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une **Fondation européenne pour la formation (re-fonte)**. (COM (2007) 443 final, 25.7.2007)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0443:FIN:FR:PDF>

16. **Commission staff working document -** Developments since the 2005 Communication on industrial policy: **Economic situation and challenges: status of initiatives launched**. (SEC (2007) 892, 22.6.2007).

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC0892:EN:HTML>

- 
17. Décision du Conseil du 25 mai 2007 portant **nomination et remplacement** des membres du **Conseil de direction** du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle. Journal officiel de l'Union européenne, C 120, 31.5.2007, p. 4-5.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:120:0004:0005:FR:PDF>
 18. Communication de la Commission. **Un cadre cohérent d'indicateurs et de critères de référence pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine.** (COM (2007) 61 final, 21.2.2007).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0061:FIN:FR:PDF>
 19. **Commission staff working document** accompanying document to the Communication from the Commission: **action plan for energy efficiency: Realising the potential: analysis of the action plan for energy efficiency: realising the potential.** (SEC (2006) 1173, 19.10.2006).
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52006SC1173:EN:HTML>

ANHANG XV

Coopération du Cedefop avec les présidences slovène et française

Introduction

1. Le soutien apporté par le Cedefop au développement de la politique européenne en matière d'EFPP s'est poursuivi à travers d'importantes contributions aux initiatives politiques et au débat organisés par les Présidences slovène (janvier à juin 2008) et française (juillet à décembre 2008) de l'UE. Parmi les priorités des ces présidences en matière d'EFPP figuraient la réalisation de progrès concernant le cadre européen des certifications, le suivi du processus de Copenhague, avec le troisième rapport bisannuel aux ministres réunis à Bordeaux en novembre, et l'orientation tout au long de la vie. Le Cedefop a fourni des analyses de grande qualité, son expertise et des informations à l'appui de la coopération européenne en matière d'EFPP dans ces domaines, et a contribué aux travaux sur l'amélioration de la mobilité, des statistiques et des indicateurs. Les travaux du Cedefop sur l'anticipation des besoins en compétences ont également fourni un dossier de fond important sur le marché du travail destiné à éclairer la prise de décision dans le cadre du développement de la politique européenne.
2. La large utilisation qui est faite des travaux et de l'expertise du Cedefop est un signe rassurant indiquant que ses priorités à moyen terme 2009-2011 sont alignées sur les besoins en information des décideurs politiques européens en matière d'EFPP au niveau de la Commission européenne, des États membres et des partenaires sociaux. Un intérêt accru se porte aussi désormais sur les travaux du Cedefop relatifs aux avantages de l'EFPP, travaux qui visent à anticiper les besoins en information et à combler un manque de connaissances.

Initiatives politiques

Avancées concernant le Cadre européen des certifications (CEC)

3. Le Cedefop a aidé la Commission européenne et la Présidence slovène à promouvoir l'adoption par le Parlement européen et le Conseil, en avril 2008, de la Recommandation sur le CEC ⁽¹⁾. Le lancement officiel du CEC, organisé par la Commission européenne et le Cedefop, a eu lieu en mai 2008, durant la présidence slovène.

Conclusions du Conseil et communiqué de Bordeaux

4. En tant que membre du groupe de travail de la Présidence française, le Cedefop a, avec la Commission européenne, les partenaires sociaux européens et l'ETF, discuté et commenté les différents projets de conclusions du Conseil du 21 novembre ⁽²⁾ et du communiqué de Bordeaux du 26 novembre 2008 ⁽³⁾.
5. Avant l'été, en guise de contribution au communiqué, le Cedefop avait fourni les grandes lignes du contexte socioéconomique et de l'évolution du processus de Copenhague, ainsi que les premières conclusions de l'étude du Cedefop analysant l'avancement de la mise en œuvre au niveau national des priorités communes en matière d'EFPP. Ces conclusions, fondées sur les informations fournies par les directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels ayant répondu au questionnaire du Cedefop, ont été évoquées dans le communiqué. Les conclusions et le communiqué citent les travaux du Cedefop sur

⁽¹⁾ www.he-leo-project.eu/survey-of-basic-documents-on-nqf-CEC/eu/CEC/recommendation_lexuriserv_230408.pdf/view

⁽²⁾ www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/educ/104268.pdf

⁽³⁾ http://ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1126_informelle_resultats/Bordeaux_Communique_EN.pdf

les besoins en compétences ⁽⁴⁾ comme élément du contexte socioéconomique de la réforme de l'EFP et avalisent le rôle important du Cedefop dans le suivi et le compte rendu des avancées dans le cadre du processus de Copenhague. Les conclusions du Conseil mentionnent également le rôle du Cedefop dans l'amélioration des statistiques.

Résolution du Conseil sur l'orientation tout au long de la vie

6. La Résolution du Conseil du 21 novembre 2008 sur une meilleure intégration de l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie ⁽⁵⁾ a été lancée et préparée durant la Présidence française. Le Cedefop a apporté son expertise et son savoir-faire, et a contribué à son élaboration, du premier projet jusqu'à l'adoption. La résolution citait le rapport récent du Cedefop ⁽⁶⁾ sur la mise en œuvre dans les États membres de la résolution du Conseil de 2004 sur l'orientation tout au long de la vie ⁽⁷⁾. La résolution de 2008 prévoit la poursuite du rôle du Cedefop, en coopération avec le réseau européen pour la politique d'orientation tout au long de la vie. Le Cedefop entend associer plus étroitement les praticiens de l'orientation (également au niveau de leur développement professionnel continu) en vue de soutenir la mise en œuvre du système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET), et le Cadre européen des certifications (CEC).

⁽⁴⁾ Futurs besoins de compétences en Europe. Prévisions à moyen terme (Cedefop, 2008) www.trainingvillage.gr/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/485/4078_en.pdf

⁽⁵⁾ www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/educ/104236.pdf

⁽⁶⁾ De la politique à la pratique: une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe www.trainingvillage.gr/.../publication_download.asp?pub_id=505&dl_id=1607&pub_lang=FR

⁽⁷⁾ www.trainingvillage.gr/.../publication_download.asp?pub_id=505&dl_id=1607&pub_lang=FR http://ec.europa.eu/education/policies/2010/doc/resolution2004_fr.pdf

Conférences et réunions tenues sous les deux présidences

Gérer les transitions – L'orientation tout au long de la vie dans l'espace européen (Lyon, 17-18 septembre 2008)

7. Le Cedefop a fourni une grande partie du contenu pour cette conférence de la Présidence française sur l'orientation tout au long de la vie. Le Directeur adjoint du Cedefop y a donné une allocution centrale sur les développements les plus récents de la politique européenne en matière d'orientation. En outre, trois rapports du Cedefop sur l'orientation ⁽⁸⁾, ainsi qu'un document de synthèse reprenant les conclusions de chacun de ces rapports, ont été publiés pour la conférence. Ils ont été bien accueillis et ont bénéficié d'un *feedback* positif de la part de nombreux participants.

Conférence euro-méditerranéenne (Marseille, 5-6 novembre 2008)

8. Le Cedefop a été invité par la Présidence française à présenter les politiques et les outils européens en matière d'apprentissage tout au long de la vie, en particulier le CEC, aux États généraux culturels méditerranéens, réunissant des représentants des gouvernements et des partenaires sociaux de tous les pays méditerranéens. Cette présentation a contribué à accroître la notoriété du CEC parmi les pays méditerranéens non européens et a soulevé un intérêt considérable. Le *feedback* des représentants de la Présidence française a été très positif.

⁽⁷⁾ www.trainingvillage.gr/.../publication_download.asp?pub_id=505&dl_id=1607&pub_lang=FR http://ec.europa.eu/education/policies/2010/doc/resolution2004_fr.pdf

⁽⁸⁾ De la politique à la pratique: une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/505/5182_fr.pdf Création et développement de forums nationaux sur la politique d'orientation tout au long de la vie http://www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/508/5188_fr.pdf Career development at work www.cedefop.europa.eu/etv/Upload/Information_resources/Bookshop/504/5183_en.pdf

**La formation tout au long de la vie
et la sécurisation des parcours
(Paris, 13-14 novembre 2008)**

9. Le Cedefop a été invité à faire une présentation lors de cette conférence de la présidence consacrée aux défis que pose aux décideurs politiques l'amélioration des politiques d'apprentissage tout au long de la vie. La Directrice a ainsi présenté un exposé important sur l'initiative «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux» et la nécessité d'une meilleure information sur les besoins futurs du marché du travail. Les travaux du Cedefop dans ce domaine et dans d'autres, y compris les fonds sectoriels de formation, ont été largement évoqués durant la conférence.

**Comparaison internationale des systèmes
éducatifs (Paris, 13-14 novembre 2008)**

10. Le Cedefop a fourni l'exposé principal sur la pertinence des indicateurs pour les politiques d'éducation et de formation dans une économie de la connaissance. Le Cedefop a également aidé à la préparation de l'atelier sur les indicateurs pour l'enseignement et la formation professionnels et a, de manière plus spécifique, présenté un exposé sur l'état actuel des comparaisons européennes, en soulignant les possibilités de développement d'indicateurs pouvant contribuer à combler les manques d'information sur les tendances de l'EFP. Les conclusions de la conférence se sont fondées sur plusieurs recommandations contenues dans la publication du Cedefop consacrée à l'évaluation des sources de données Eurostat⁽⁹⁾, qui traduisait un large consensus sur les prochaines étapes et avait été publiée à dessein juste avant la conférence. Il y a été convenu qu'il y avait lieu de se concentrer sur l'amélioration des concepts et des définitions, des collectes de données et de leur exploitation. Le Cedefop continuera à participer au développement de statistiques et d'indicateurs.

**Réunion des ministres, des partenaires sociaux et de la Commission européenne
(Bordeaux, 26 novembre 2008)**

11. La Directrice du Cedefop a présenté l'exposé principal sur l'EFP lors du sommet ministériel, en réunissant les conclusions de l'étude du Cedefop qui analysait les progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre des priorités relevant du processus de Copenhague. Cette présentation traitait tout à la fois de l'alignement, réussi et important, des priorités nationales et européennes en matière d'EFP, des progrès substantiels observés dans le développement des politiques, des outils, principes et directives européens, et de la nécessité d'appliquer ces politiques et de mettre en œuvre les outils européens. Les résultats de l'analyse du Cedefop ont été résumés dans une brochure du Cedefop intitulée *In the finishing straight*, qui a été largement distribuée lors du sommet ministériel.

**Le chantier de la mobilité européenne des
jeunes apprentis (Paris, 27-28 novembre
2008) et Apprentis: les voies de la
mobilité en Europe (Bordeaux, 27 novembre
2008)**

12. Le Cedefop a été invité à apporter son concours à deux événements de la Présidence française consacrés à la mobilité. La conférence sur la mobilité européenne des jeunes apprentis a passé en revue un certain nombre de problèmes et les stratégies à même de favoriser la mobilité parmi les jeunes apprentis. Le Cedefop a présenté un exposé durant la table ronde consacrée à ECVET en tant qu'outil assurant la reconnaissance des apprentissages réalisés par les apprentis dans un autre État membre. La conférence «Apprentis: les voies de la mobilité en Europe» a abordé pour sa part les approches conceptuelles, au plan institutionnel et régional, susceptibles d'améliorer la mobilité des apprentis. Le Cedefop a fait appel à son expertise dans la gestion et la coordination du programme de visites d'étude pour contribuer au débat sur les concepts d'organisation et d'assurance

⁽⁹⁾ www.trainingvillage.gr/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=510

qualité de la mobilité des apprentis engagés dans des systèmes de formation en alternance.

Autres activités de la Présidence

13. Le Cedefop a fourni une assistance à la présidence grâce à des présentations lors des réunions des Directeurs généraux de la formation professionnelle et du Conseil consultatif pour la formation professionnelle en septembre 2008. Les exposés du Cedefop, liés en particulier aux besoins en compétences et au processus de Copenhague, étaient sur la même ligne que les priorités des États membres et des partenaires sociaux en matière d'EFPP. Le Cedefop a en outre publié en trois langues et largement distribué sa publication *Formation et enseignement professionnels en France – une brève description*.

Conclusions et étape suivante

14. La Présidence française a offert au Cedefop la possibilité de soutenir le processus d'élaboration des politiques et d'assister les décideurs de la Commission européenne, des États membres et des partenaires sociaux. Le Cedefop a hâte de travailler avec la Présidence tchèque durant les six premiers mois de 2009 et de soutenir ses initiatives. Parmi celles-ci figure la conférence Agora, prévue en mars à Thessalonique, où l'on débattera du suivi de Bordeaux.





CEDEFOP

Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Rapport annuel 2008

Luxembourg: Office des publications officielles
des Communautés européennes

2009 – VI, 86 p. – 17 x 24 cm

ISBN 978-92-896-0600-4

N° cat.: TI-AB-09-001-FR-C

Gratuit – 4085 FR –

Rapport annuel 2008

T1-AB-09-001-FR-C

**CEDEFOP**Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE
Adresse postale: PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
E-mail: info@cedefop.europa.eu
www.cedefop.europa.eu

Gratuit – Disponible sur demande adressée au Cedefop 4085 FR



Office des publications

Publications.europa.eu

ISBN 978-92-896-0600-4



9 789289 606004 >